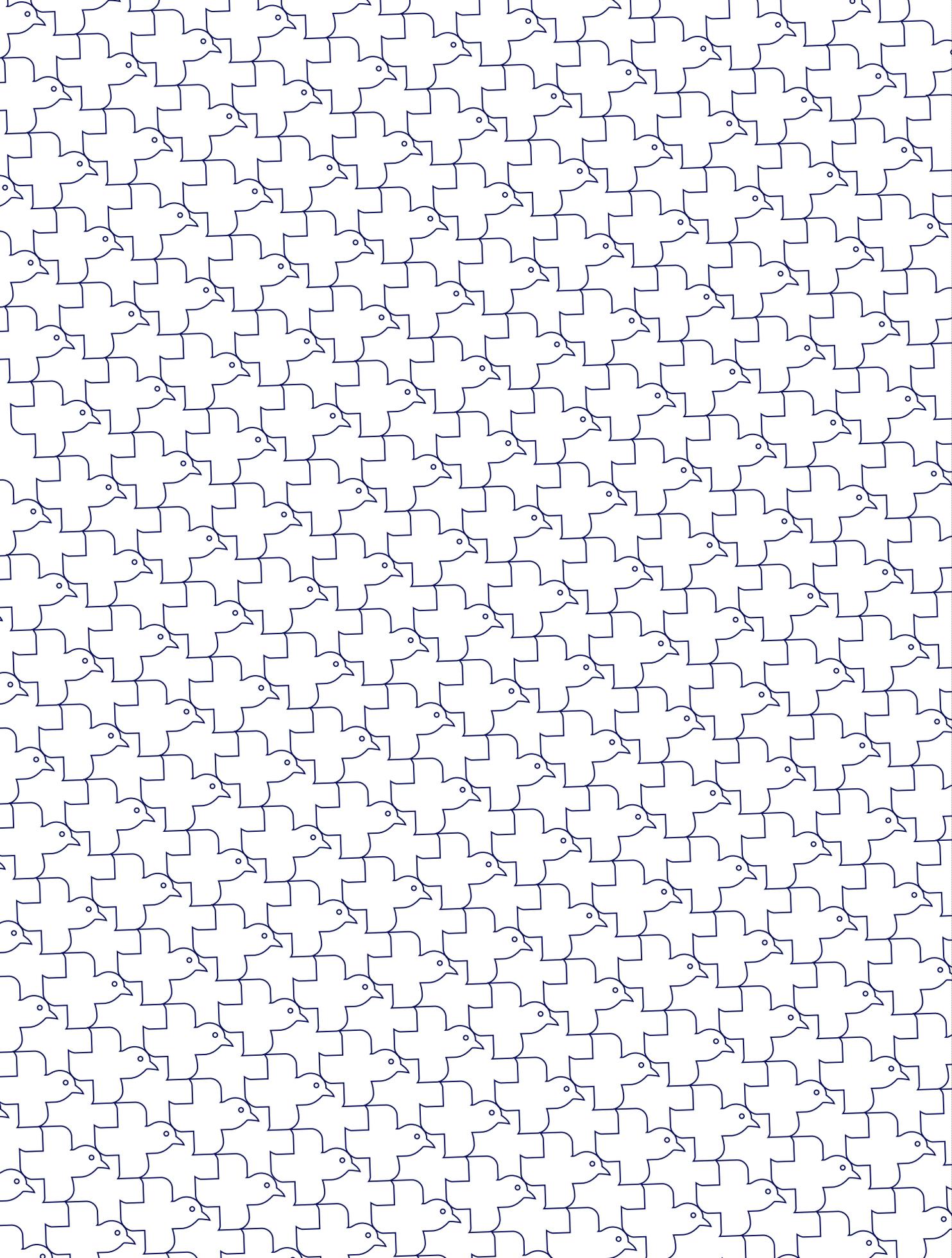


RAPPORT MORAL

ÉDITION 2023





p. 4	LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	p. 67	RÉSEAU INTERNATIONAL
p. 8	EN CHIFFRES	p. 69	Les associations
p. 10	AXES D'INTERVENTION		
p. 12	FOCUS URGENCE GAZA	p. 72	FINANCEMENT
p. 14	FOCUS DROIT À L'AVORTEMENT	p. 74	RELATIONS INSTITUTIONNELLES
p. 16	PLAIDOYER ET CAMPAGNES	p. 76	ORGANISATION
		p. 78	NOUS REMERCIONS
p. 20	OPÉRATIONS INTERNATIONALES		
p. 24	Afrique		
p. 30	Moyen-Orient		
p. 36	Amérique latine		
p. 40	Europe		
p. 44	Asie		
p. 48	OPÉRATION SOURIRE		
p. 50	OPÉRATIONS FRANCE		
p. 53	Protection maladie universelle et système public de santé		
p. 56	Migrations, exil, droits et santé		
p. 58	Environnement dans les lieux de vie et de travail dégradés		
p. 60	Droits et santé sexuels et reproductifs		
p. 62	Réduction des risques		
p. 64	Annuaire des délégations régionales		

SOMMAIRE



2023 a été une année particulièrement éprouvante. Pour la paix, pour les corps et pour les esprits. Elle a confirmé qu'être soigné n'est pas donné à tous, ici comme là-bas.

La guerre s'est durablement installée en Europe. Ailleurs, des crises aux conséquences dramatiques ont perduré. Catastrophes naturelles, conflits armés, crise de l'accueil des exilés, injustice sociale endémique : les populations ont été une fois de plus profondément marquées.

La régulation de l'ordre international devient inopérante quand les États ou les parties prenantes aux conflits s'affranchissent du droit international humanitaire (DIH). Les droits fondamentaux et les principes humanitaires sont parfois même remis en question avec l'accord tacite de l'opinion publique.

C'est dans ce contexte que, pour la deuxième année consécutive, nous avons perdu l'un de nos collègues – Maysara, tué par les bombardements indiscriminés sur la bande de Gaza.

Malgré cette violence et ces obstacles croissants, Médecins du Monde, association médicale militante de solidarité internationale, est intervenue dans une trentaine de pays dont la France pour soigner, témoigner et plaider. Qu'il s'agisse de crises oubliées ou de conflits médiatisés.



DR. FLORENCE RIGAL

AUCUNE FORME DE RÉPIT POUR LES POPULATIONS CIVILES

Les convulsions du monde nous ont poussés à interroger en permanence le sens et les modalités de nos interventions.

En Afghanistan, où le système de santé dépend quasi intégralement de l'aide internationale, nous avons développé des actions au-delà des frontières de Kaboul. Dans ce pays où les femmes sont discriminées et exclues de la vie publique, l'enjeu est avant tout de travailler pour et avec elles. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire ou en République centrafricaine, nous avons adapté nos actions dans des contextes géopolitiques instables. Au Nigeria, malgré l'assassinat de notre collègue Alem fin 2022, nous avons pu amorcer un transfert de nos activités vers le ministère de la Santé.

Sur chaque terrain, nous visons toujours à renforcer les capacités des acteurs, pour accompagner un changement social en profondeur. C'est dans cette ligne que nous avons notamment apporté un appui aux organisations féministes au Mexique *via* le programme Feminist Opportunities Now (FON). Fidèle à sa volonté de proposer des solutions, Médecins du Monde a par ailleurs démarré le projet CUTTS dans le Caucase (Géorgie, Arménie) et en Tanzanie. Celui-ci vise à tester une approche innovante en matière de lutte contre l'hépatite C chez les usagers de drogues.

Notre présence en Arménie nous a aussi permis d'intervenir en urgence auprès des réfugiés du conflit au Haut-Karabakh. Ailleurs en Europe, nos équipes ont poursuivi leur intervention d'urgence dans le sud de l'Ukraine, en soutien aux acteurs de santé.

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

2023 aura également été marquée par le drame qui se joue en Palestine, par le calvaire enduré par sa population civile. Malgré les escalades répétées, personne n'avait osé imaginer un tel déferlement de violence, qu'il s'agisse des massacres du 7 octobre ou de la riposte militaire d'Israël. Nous assistons depuis à un acharnement ininterrompu sur 2,2 millions de Gazaouis, assiégés au mépris du DIH. Nous continuons de dénoncer cette situation, ainsi que le ciblage des personnels et des structures de santé et humanitaires.

UN VENT MAUVAIS SOUFFLE SUR LA FRANCE

En France, et plus globalement en Europe, la machine à stigmatiser, exclure et précariser a encore gagné du terrain. Dans toutes les délégations de Médecins du Monde, nos bénévoles et salariés ont été confrontés à l'instrumentalisation politique de la santé des personnes exilées, auxquelles il est parfois refusé un simple accès à de l'eau potable – symbole, s'il en fallait un, du déni d'humanité dont font aujourd'hui preuve les décideurs. À Briançon ou à Dunkerque, nous mesurons, au quotidien, les conséquences du non-accueil aux frontières.

Nous sommes fortement mobilisés face aux tentatives honteuses de détruire l'Aide médicale de l'État, à nouveau en sursis en 2024. Nous avons aussi montré que les Français sont dans leur large majorité favorables au maintien de ce dispositif. En parallèle, nous avons dénoncé les politiques répressives qui précarisent les plus vulnérables. Comme la loi Kasbarian-Bergé, qui piétine le droit au logement. La loi asile et immigration, adoptée en décembre 2023, a pour sa part été un véritable coup de semonce pour la société française. Cette loi, qui fait sauter de nombreux verrous, quitte à porter atteinte à la dignité des personnes, va durcir les conditions de vie et la santé des personnes exilées et produire encore plus d'injustice sociale.

Devant l'état dégradé du système de santé et les conséquences sur tous les citoyens, Médecins du Monde a adopté un nouveau positionnement politique. Celui-ci défend un système de soins et de prévention garanti par la puissance publique, permettant un égal accès à la santé et aux droits pour tous et fondé sur les principes d'équité, de solidarité et d'implication des usagers.

Enfin, nos Journées Missions France (JMF) ont été un temps fort de notre vie associative et de notre mobilisation, une dynamique indispensable à la poursuite de notre action collective.

AU-DELÀ DU SOIN, LE TÉMOIGNAGE

Sujets hautement politiques, la santé et la solidarité demeurent au cœur de nos interventions sur la place publique. Elles ont motivé la campagne d'affichage « L'ordonnance humanitaire », diffusée en fin d'année, ou le Festival des Gros Maux, dont le concept était de mettre des mots sur les maux de notre société.

Nous avons par ailleurs communiqué sur les constats du rapport « Renforcer la protection des personnels humanitaires et médicaux », publié avec Action Contre la Faim et Handicap International. Il en ressort que le financement de la sécurité par les bailleurs et l'engagement des États à faire respecter le DIH et les principes humanitaires sont indispensables. La guerre à Gaza, durant laquelle le ciblage des acteurs de santé et humanitaires ou des civils est quotidien, illustre ces cruels manquements au droit. C'est pourquoi nous avons appelé sans relâche à un cessez-le-feu immédiat et permanent – seule solution permettant de protéger les civils et de leur apporter une aide humanitaire en sécurité et sans entraves.

Parmi nos autres combats figure l'accès à l'avortement, soin de santé essentiel. L'inscription de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution française est un motif d'espoir pour la santé des femmes dans le monde entier. Nous nous sommes d'ailleurs engagés à mettre en place une offre d'avortement sécurisée à moyen terme sur la plupart de nos programmes.

Notre plaidoyer tire sa force de notre implantation ici et là-bas. Nous y recueillons quotidiennement des témoignages et données solides qui légitiment notre prise de parole sur les difficultés d'accès à la santé et aux soins. Nous opposerons toujours cette force de la vérité du terrain aux discours mensongers, particulièrement sur les sujets qui cristallisent les passions (Gaza, immigration, avortement, etc.).

2023 aura également été marquée par le drame qui se joue en Palestine, par le calvaire enduré par sa population civile. Malgré les escalades répétées, personne n'avait osé imaginer un tel déferlement de violence, qu'il s'agisse des massacres du 7 octobre ou de la riposte militaire d'Israël.

UNE ORGANISATION SOLIDE ET RICHE DE SES COMPOSANTES

En 2023, Médecins du Monde a adopté son deuxième plan stratégique. Avec les soins de santé primaires, six combats politiques structurent et guident désormais nos actions en faveur d'un accès plus juste à la santé et aux droits : espace humanitaire (EH), réduction des risques (RDR), droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), migrations, exil, droits et santé (MEDS), santé environnement (SE), droits et système de santé (DSS). L'enjeu est aussi de consolider notre organisation à tous les niveaux, sans nous départir de l'approche militante, politique et d'une indispensable collaboration. En parallèle, notre association a poursuivi sa transition numérique. Cela concerne autant la cybersécurité que le développement de nouveaux outils. Ces éléments sont fondamentaux pour la qualité, l'efficacité et la redevabilité de nos actions.

Par ailleurs, la clarification des instances décisionnelles a permis de consolider la direction stratégique de Médecins du Monde, tout en garantissant la transparence et la dynamique collective attendues d'une association médicale et humanitaire. Nous avons lancé une réflexion sur le bénévolat, qui croise celle sur l'adhésion. Tous ces chantiers existentiels reflètent la volonté de notre structure de rester en phase avec la société civile française.

Le modèle économique en place depuis plusieurs années est sain. Il nous a donné la capacité de soutenir l'intervention de Médecins du Monde Turquie suite aux séismes dévastateurs du 6 février. Il nous procure une indépendance financière et donc politique. Cette indépendance, garantie par la générosité du public, se vit au travers du lien fort noué avec la société civile qui nous accompagne. Le succès de la troisième édition de notre événement de collecte Speedons nous a ainsi permis de rallier de nouveaux donateurs.

Pour agir plus, nous avons pu compter en 2023 sur les 16 autres associations membres du réseau international de Médecins du Monde. En retour, elles ont pu s'appuyer sur Médecins du Monde France pour se consolider et se développer.

En dépit de l'inaction des États et des populismes, notre motivation pour agir demeure intacte. Médecins du Monde est plus que jamais légitime pour intervenir, témoigner et ouvrir la voie au changement. Avec les droits fondamentaux, le droit international humanitaire et la dignité des personnes comme boussoles. Avec près de 4 000 acteurs engagés

et déterminés, mais également avec le soutien des bailleurs et des donateurs, nous en avons les moyens.

Que ce soit auprès des maraîchers en République démocratique du Congo, des usagers de drogues au Myanmar ou des victimes de la loi asile et immigration en France, Médecins du Monde continuera de se battre pour un accès juste et universel aux soins. Pour que la santé soit un droit véritablement intouchable, partout et tout le temps.

Si le doute venait à nous étreindre, nous devons toujours nous rappeler que nous sommes du « bon côté » – celui de l'humanité – et que nous ne devons pas abandonner. Jamais.

BUDGET

**BUDGET RÉALISÉ
MDM FRANCE : 122,6 M€**

RESSOURCES HUMAINES

3 891

**ACTRICES ET ACTEURS
MÉDECINS DU MONDE**

**1 773 ACTRICES ET ACTEURS
SUR NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX**

1 592 salariées et salariés nationaux sur les terrains d'intervention
2 volontaires de la solidarité internationale
116 salariées et salariés sur les missions internationales
63 salariées et salariés au siège dont 5 voltigeuses et voltigeurs

**1 735 ACTRICES ET ACTEURS
SUR NOS PROGRAMMES EN FRANCE**

1 575 bénévoles actifs (*dont les bénévoles cadres*)
149 salariées et salariés sur le terrain et en délégations régionales
11 salariées et salariés au siège

**383 ACTRICES ET ACTEURS
EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS**

156 cadres bénévoles associatifs
277 salariées et salariés au siège

EN CHIFFRES

48
PROJETS
SUR
25
SITES

PROGRAMMES FRANCE

**29 PROJETS
HORS CENTRE**

- 14 projets Santé environnement
- 5 projets Migrations, exil, droits et santé
- 1 projet Mineurs non accompagnés
- 5 projets Réduction des risques auprès des travailleurs et travailleuses du sexe et des usagers de drogues
- 1 projet Droits et santé sexuels et reproductifs
- 1 projet d'accès aux soins en zone rurale
- 1 projet de promotion de la santé en milieu carcéral
- 1 projet Alternative à l'incarcération par le logement et le suivi intensif (AILS)

**14 CASO
ET CAO**

**1 PROJET SANTÉ
MENTALE ET SOUTIEN
PSYCHOSOCIAL**

**1 PROGRAMME TRANSVERSAL
PRÉVENTION DROITS ET SANTÉ
SEXUELS ET REPRODUCTIFS**

**4 PROJETS DANS
LES DÉPARTEMENTS
D'OUTRE-MER**

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

**3 400 000 BÉNÉFICIAIRES
DE NOS PROGRAMMES**

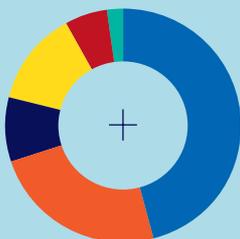
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROGRAMMES



- 23 programmes dans 9 pays en Afrique
- 13 programmes dans 5 pays au Moyen-Orient
- 7 programmes dans 2 pays en Amérique latine
- 10 programmes dans 7 pays en Europe
- 11 programmes dans 6 pays en Asie

64
PROGRAMMES
DANS
29
PAYS

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONELLES



79 % International dont :

- 46 % en Afrique
 - 24 % au Moyen-Orient
 - 9 % en Amérique latine
 - 13 % en Asie
 - 6 % en Europe
 - 2 % Projets divers (Opération Sourire, projets transversaux et missions exploratoires)
- 21 % France

COMBATS POLITIQUES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Médecins du Monde est engagée en faveur de la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs et de l'accès à des services en santé sexuelle et reproductive complets et adaptés. L'organisation reste particulièrement mobilisée, aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux, pour la prévention et la prise en charge des grossesses non intentionnelles, la réponse aux besoins de santé sexuelle et reproductive en contexte de crise et la prévention du cancer du col de l'utérus.

RÉDUCTION DES RISQUES (RDR)

Médecins du Monde agit auprès des personnes usagères de drogues, travailleuses du sexe, des minorités sexuelles et de genre, et privilégie une approche de réduction des risques pour faciliter leur accès à la santé et la reconnaissance de leurs droits. Cette approche consiste à adopter une posture pragmatique pour identifier les besoins et construire des solutions avec les personnes concernées. En plus de son action de terrain, l'organisation porte un plaidoyer pour renforcer leur accès aux droits et faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui les marginalisent, les éloignant des services de santé.

MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ

Les conditions d'accueil des personnes migrantes et exilées demeurent largement dégradées dans de nombreux pays de destination ou de transit. La fermeture et le contrôle des frontières, la criminalisation des personnes – avec les pratiques d'enfermement, d'expulsion, de renvoi dans les

pays d'origine ou de transit qu'elles induisent – engendrent des problèmes de santé, des difficultés à se faire soigner et des violations des droits humains. C'est pourquoi Médecins du Monde fait de l'accès aux soins et aux droits des personnes migrantes et exilées une priorité d'action sur le terrain comme dans son travail de plaidoyer.

ESPACE HUMANITAIRE

Conflits armés, insécurité alimentaire, conséquences du dérèglement climatique, épidémies, les crises se complexifient. Elles engendrent des ruptures aiguës de l'offre en santé, exacerbent les violences et les vulnérabilités. Les impacts sur la santé physique et mentale sont lourds et les besoins multiples. Dans ces situations, Médecins du Monde intervient pour restaurer l'accès aux soins des populations et porte un plaidoyer pour le respect du droit international humanitaire, des principes humanitaires et de la protection des personnels humanitaires et de santé.

SANTÉ ENVIRONNEMENT

Médecins du Monde intervient auprès et avec les populations faisant face à des environnements de vie et de travail dégradés qui impactent leur santé. Nous travaillons avec les personnes pour réduire leur exposition aux risques environnementaux et renforcer un accès aux soins qui prend en compte leurs besoins spécifiques. Nous militons pour la reconnaissance des risques en santé liés aux expositions et pour plus de justice environnementale.

DROITS ET SYSTÈME DE SANTÉ

À travers ses actions, Médecins du Monde s'inscrit dans une défense des systèmes de soins et de prévention garantis par la puissance publique, permettant un accès à la santé et aux droits pour toutes et tous fondé sur les principes d'équité, de solidarité et d'implication des personnes. Le plaidoyer sur ces enjeux est pour l'instant plutôt développé en France. Il concerne la lutte contre les barrières à l'ouverture de droits à une protection maladie, ou encore une fixation du prix des médicaments plus juste et plus soutenable.

AXES D'INTERVENTION

IMPÉRATIFS DE QUALITÉ

EMPOWERMENT

Médecins du Monde s'appuie sur les savoirs, les expertises et les expériences des individus et des communautés directement concernés par ses projets pour adapter ses modalités d'intervention et mettre leurs préoccupations au cœur de son action. Ainsi, pour favoriser les dynamiques d'*empowerment* et la participation des personnes et des communautés avec lesquelles elle collabore, l'association soutient le travail des pairs et les initiatives collectives, et privilégie les relations partenariales locales tout en favorisant le plaidoyer porté par les acteurs communautaires.

APPROCHE HOLISTIQUE DE LA SANTÉ

Médecins du Monde promeut une approche globale en santé, intégrant l'ensemble des aspects biopsychosociaux. À cet égard, outre la mise en place ou l'appui à des services médicopharmaceutiques

répondant aux standards de référence, l'organisation a adopté une approche spécifique en santé mentale et soutien psychosocial. Ainsi, Médecins du Monde s'intéresse aux déterminants qui influencent la santé mentale et cible les situations de vulnérabilité psychique. L'organisation implique les personnes concernées dans la mise en place de réponses de santé publique adaptées.

PRISE EN COMPTE DES DÉTERMINANTS INDIVIDUELS ET SOCIAUX DE LA SANTÉ

Médecins du Monde développe des services de santé qui prennent en compte les déterminants sociaux de la santé, les besoins des personnes en lien avec leur âge, leur genre ou leur situation de handicap, leurs pratiques et leurs conditions de vie. L'association s'est notamment dotée d'une politique de genre pour lutter contre les inégalités et discriminations qui impactent la santé des personnes. Ainsi, par exemple, elle intègre des analyses rapides de genre dans ses réponses humanitaires et travaille autour de la coresponsabilité en matière de santé dans la prévention des grossesses non désirées chez les adolescents.



« *Chaque instant semble être le dernier.* »
C'est avec ces mots que, quelques jours après le 7 octobre 2024, Nour, psychologue pour Médecins du Monde à Gaza, a décrit le quotidien épouvantable des 2,2 millions de Gazaouis.

L'attaque meurtrière sans précédent du Hamas contre la population civile en territoire israélien, condamnée par Médecins du Monde, a entraîné un déchaînement massif et ininterrompu de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Depuis des mois, les populations civiles, les personnels humanitaires et les structures de santé sont ciblés, au mépris des Conventions de Genève relatives à la guerre.

UNE LONGUE HISTOIRE PARTAGÉE AVEC LA PALESTINE

La situation des Palestiniens est depuis longtemps un sujet d'inquiétude pour Médecins du Monde, du fait de l'occupation israélienne qui dure depuis plus de 50 ans et de ses conséquences désastreuses sur la vie quotidienne et la santé des personnes.

Présente à Gaza depuis 2006, notre association a dû régulièrement s'adapter dans un contexte marqué par des escalades de violence répétées. Le blocus terrestre, aérien et maritime – en place depuis 2007 – empêchait déjà considérablement l'accès de la population à des soins de santé adéquats, avec des pénuries permanentes de médicaments.

Pourtant, en fournissant un appui aux structures de santé et en travaillant avec des partenaires, plus de 15 000 consultations de soins de santé primaires et plus de 27 000 consultations en santé mentale et soutien psychosocial ont été réalisées par Médecins du Monde en Palestine en 2023.

DES VIOLATIONS SYSTÉMATIQUES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Le 7 octobre a constitué un point de bascule. La riposte de l'État d'Israël s'est déployée sous forme de bombardements aériens intensifs et d'opérations terrestres, couplés au blocus désormais total de l'enclave. Les populations sont privées d'eau, de nourriture et d'énergie, et les victimes civiles (morts et blessés) se comptent par dizaines de milliers, dont 30 % d'enfants.

La quasi-totalité de la population a été forcée à se déplacer sans passages sûrs, tout en restant piégée du fait de l'état de siège complet de l'enclave. Dès lors, la catastrophe humanitaire est devenue majeure.

Une population entière est désormais en situation extrême de survie, mettant en jeu sa santé physique et mentale. Le risque de mourir est permanent, pour tous. Un de nos collègues, Maysara Rayyes, médecin urgentiste et superviseur médical de 28 ans, a été assassiné lors de bombardements indiscriminés et des activités de Médecins du Monde ont dû être suspendues. Les hôpitaux, largement ciblés, tentent quant à eux de travailler dans le chaos.

Le ciblage des acteurs humanitaires et de santé, des infrastructures civiles, par des belligérants aux logiques mortifères, est la réalité quotidienne intolérable de ce conflit. Ambulances, hôpitaux, centres de santé, abris, sont régulièrement visés par l'armée israélienne.

PLAIDER ET CONTINUER D'AGIR

L'aide humanitaire internationale, unique « ligne de vie » pour les Gazaouis, entre au compte-gouttes dans le territoire du fait des entraves délibérées de l'armée israélienne qui en contrôle intégralement l'accès.

L'URGENCE GAZA

Malgré les obstacles, les équipes de Médecins du Monde dans Gaza, en Cisjordanie, mais aussi à Paris ou encore en Turquie, se sont mobilisées pour reprendre des activités et faire parvenir des kits chirurgicaux et d'urgence. Elles-mêmes fortement touchées, elle réalisent un travail courageux dans des conditions sécuritaires extrêmes pour fournir des soins de santé aux populations les plus vulnérables.

Au-delà de la réponse opérationnelle, nous appelons sans relâche à un cessez-le-feu immédiat et permanent, à la protection des populations civiles, à la libération de tous les otages et à un accès sûr et sans entraves à l'aide humanitaire.

Conformément à nos principes, nous témoignons de la situation humanitaire dramatique en Palestine. Dans les espaces médiatiques et institutionnels, nous demandons la protection inconditionnelle des travailleurs humanitaires et des professionnels de santé. Et, aux côtés de plus de 700 organisations à travers le monde, nous réclamons le respect du droit international humanitaire, bafoué au nom de logiques politiques et militaires.

Cette nouvelle crise inédite à Gaza marquera durablement notre mémoire collective. Sur place, c'est un traumatisme qui préempte l'avenir des personnes et des communautés.



« Médecins du Monde s'affirme comme organisation féministe et renouvelle son engagement en faveur de la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs, de l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive complets et adaptés et de la prise en compte des inégalités de genre comme déterminant social majeur de la santé. »

Extrait du plan stratégique 2024-2027
de Médecins du Monde

Depuis près de 15 ans, avec ses partenaires, Médecins du Monde France se mobilise sans relâche pour que le droit à l'avortement soit reconnu à travers le monde. Ces efforts ont notamment contribué à renforcer le droit et l'accès à l'avortement au Mexique, en République démocratique du Congo et en France, avec le plaidoyer mené pour l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution. Les résistances, voire les oppositions fortes, restent toutefois nombreuses : le droit fondamental à disposer de son corps et l'accès à ce soin de santé essentiel sont très souvent bafoués. 2023 a été une année clé pour Médecins du Monde. C'est l'année où nous avons collectivement réaffirmé notre engagement en faveur du droit à l'avortement et décidé de renforcer notre action dans nos différents contextes d'intervention.

Aujourd'hui encore, seuls 77 pays ont légalisé l'interruption volontaire de grossesse. Plus de 40 % des femmes vivent dans un pays où l'IVG est illégale¹, avec pour conséquence directe la pratique d'avortements non sécurisés. Chaque année dans le monde, environ 39 000 personnes en meurent et 7 millions sont hospitalisées². Autant de décès et complications de santé pourtant évitables, qui font de l'avortement un enjeu majeur de santé publique.

¹ [Center for Reproductive Rights](#) et [Focus 2030 2024](#).

² OMS, Lignes directrices sur les soins liés à l'avortement, 2022.

UN ENJEU DE JUSTICE SOCIALE

Au-delà d'être un enjeu de santé, l'avortement est un droit humain sans lequel le droit fondamental à l'autonomie corporelle se retrouve nié. Forcer une personne à mener à terme une grossesse non désirée ou à subir un avortement dans des mauvaises conditions constituent des violations de droits humains, de même que le sont des avortements ou stérilisations forcés. Interdire ou restreindre le droit à l'avortement a aussi des implications sur les opportunités sociales, politiques et économiques des femmes. C'est pourquoi garantir le droit et l'accès effectif à l'avortement est indispensable pour parvenir à l'égalité entre les genres.

À la croisée d'enjeux variés, l'avortement est également une question de justice sociale car les femmes ne sont pas affectées par les lois restrictives et barrières d'accès de façon égale. Certaines pourront avoir les moyens de recourir à un avortement sécurisé, même dans un contexte restrictif, quand d'autres non. « *Dans les pays où l'avortement provoqué fait l'objet d'importantes restrictions légales ou est indisponible en raison d'autres obstacles, l'avortement sécurisé est souvent devenu le privilège des plus riches* », souligne l'OMS dans ses lignes directrices sur les soins liés à l'avortement de 2022.

Notre ambition est claire : d'ici cinq ans, la plupart de nos projets devront mettre en place une offre de service d'avortement, en fonction du contexte.

LE DROIT À L'AVORTEMENT

Depuis 30 ans, près de 60 pays ont libéralisé leurs lois sur l'avortement³. En 2022, pour la première fois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifie l'avortement de soin de santé essentiel. C'est un tournant : ce faisant, l'institution internationale appelle les États à décriminaliser l'avortement et à lever les nombreuses barrières à son accès.

Au même moment, les États-Unis provoquent une onde de choc en mettant fin à la protection fédérale du droit à l'avortement sur leur territoire. À l'œuvre dans ce recul historique, la montée en puissance de mouvements conservateurs anti-avortement et anti-droits, aux États-Unis mais aussi sur l'ensemble des continents. Ces mouvements représentent une menace indéniable pour le droit à l'avortement, et pour les droits des femmes et minorités de genre plus largement. Les reculs, constatés également en Pologne, en Hongrie ou en Italie, nous rappellent la nécessité de rester mobilisés pour ce droit si souvent remis en question. Décriminaliser l'avortement et en garantir un accès effectif est et restera un combat prioritaire de Médecins du Monde.

Afin de renforcer notre action en faveur du droit et de l'accès à l'avortement, nous nous sommes réunis avec les autres membres du réseau Médecins du Monde pour définir des engagements communs. Convaincue qu'à plusieurs nous aurons plus d'impact, Médecins du Monde France adoptait ces engagements dès février 2023.

Alors que des analyses des cadres légaux et des barrières, ainsi que des formations et un accompagnement des équipes et des partenaires étaient déjà en place depuis plusieurs années dans le cadre de nos projets DSSR, cette nouvelle étape nous permet de concrétiser nos engagements en France et à l'international. Notre ambition est claire : d'ici cinq ans, la plupart de nos projets devront mettre en place une offre de service d'avortement, en fonction du contexte.

³ [Center For Reproductive Rights 2024](#)



PLAIDOYER

SYSTÈME DE SANTÉ, UN COMBAT POLITIQUE

Le système de santé français est confronté à une crise protéiforme : l'hôpital public et les établissements médicosociaux sont en grande tension, les professionnels de santé sont contraints d'exercer de manière dégradée, le nombre de médecins est insuffisant face à des besoins de santé en pleine mutation, les professionnels de premier et second recours sont très mal répartis sur le territoire, les établissements de santé à but lucratif se développent rapidement. C'est tout un système qui est fragilisé. Par ailleurs, la sécurité sociale est menacée, les restes à charge pour les patients sont en progression, des dispositifs de droits sont constamment remis en cause.

Un positionnement fort

Les équipes de Médecins du Monde en France sont des témoins directs des effets délétères de cette dégradation pour les personnes les plus précaires. En 2023, l'association a élaboré un positionnement fort en faveur d'un système de santé organisé par la puissance publique, accessible à toutes et tous et fondé sur les principes d'équité et de solidarité. À ce titre, Médecins du Monde a poursuivi sa mobilisation pour défendre la fusion des dispositifs d'accès aux droits de santé au sein du régime général de la Sécurité sociale, dans l'Hexagone et en outre-mer. Nous avons aussi largement documenté et dénoncé les obstacles à un véritable accès universel à la santé : complexité des démarches, instrumentalisation de dispositifs tels que l'Aide médicale de l'État à des fins politiques, réformes pour réduire l'offre de prévention et de soins et allonger les périodes de carence.

Le secteur de la santé, de la prévention et du soin doit être sanctuarisé dans un système de protection qui défend la santé comme bien commun, hors de toute logique de profit.

ÉVÈNEMENT

FESTIVAL DES GROS MAUX

Le Festival des Gros Maux s'est tenu du 3 au 5 novembre au Ground Control à Paris. Un temps de rencontres et d'échanges, d'effervescence artistique et de réflexion politique au service de la solidarité. Pour partager ses combats et mobiliser autour de ses valeurs, Médecins du Monde a notamment organisé deux tables rondes et diffusé des reportages et documentaires mais aussi programmé le spectacle *Migrando* de et avec Carla Bianchi.

Un festival d'art urbain

Côté création plastique, une exposition a réuni une vingtaine d'œuvres engagées. Fresques, sculptures, peintures, dessins aux messages militants, porteurs de colères et d'espoirs. Côté création *live*, six œuvres ont été produites pendant le festival dans une halle ouverte, un atelier éphémère où les artistes se sont relayés sous l'œil du public. Parmi eux le duo de street artistes Lek et Sowat qui a réalisé une œuvre format XL baptisée *Seuls avec tous*. « *Ça représente un pied de nez. Tout le monde connaît l'expression Seuls contre tous. On voulait y apporter un petit twist car pour nous Médecins du Monde représente une idée de collectif* », ont-ils expliqué.

Temps fort du festival, la scène d'éloquence animée par le streamer Lutti et la présidente de Médecins du Monde, Florence Rigal, a réuni une dizaine de célébrités parmi lesquelles les comédiens Annie Duperey et Pierre Deladonchamps ou les chanteurs Tim Dup et Passi, venues dire les textes primés dans le cadre du concours d'écriture du festival. Le prix spécial du jury était décerné à un groupe de mineurs non accompagnés suivis par la délégation nantaise de Médecins du Monde. C'est la musicienne Anna Chedid qui l'a lu devant ses auteurs réunis au premier rang.

PLAIDOYER ET CAMPAGNES



« On a créé cette cabane des mots perdus pour que chacun puisse glisser ce qu'il a au plus profond de lui, les maux qu'on n'a pas forcément envie de dire à haute voix. Cette cabane c'est un refuge. »

Guillaume et Laurie, artistes designers et muralistes.

CAMPAGNE

DÉFENDRE L'AME

Maintes fois repoussé, cible d'attaques régulières de la part de politiciens plus soucieux d'alimenter la controverse à des fins idéologiques que de faire preuve de solidarité et d'humanité, le projet de loi asile et immigration a finalement été inscrit à l'agenda parlementaire en novembre 2023. Avec, dès les premiers jours des débats au Sénat, un point de crispation autour du dispositif de l'Aide médicale de l'État (AME). Conscient du risque qui pesait sur ce droit, Médecins du Monde, qui milite pour un accès aux soins pour toutes les personnes vivant sur le territoire, a lancé une campagne ciblant l'hypocrisie des discours au regard du devoir de soigner sans discrimination.

Premier volet de cette campagne militante, un sondage commandé à l'institut CSA pour connaître l'opinion des Français sur l'AME, avec ou sans information sur les modalités d'accès ou la couverture santé réelle. Et le résultat est sans appel. 60 % des Français interrogés se déclarent pour. Un chiffre qui bondit à 73 % lorsque les personnes sont dûment informées. Preuve qu'une opinion éclairée évolue vers une plus grande acceptation de l'AME.

Hypocrites vs Hippocrate

Le second volet de la campagne est venu opposer les discours manipulateurs de politiciens sur l'AME à la déontologie médicale : « Face aux sermons hypocrites, rappelons le serment d'Hippocrate. » Une invitation à revenir aux préceptes élémentaires de la médecine face à des discours politiques nau-séabonds. Ainsi des mots de Gérard Larcher, président du Sénat : « *Il faut arrêter d'être le pays le plus social qui crée la pompe aspirante. En dix ans, l'Aide médicale de l'État a explosé* », auxquels Médecins rappelle, avec les termes du serment d'Hippocrate : « *J'interviendrai pour protéger les personnes si elles sont affaiblies, vulnérables ou menacées dans leur intégrité et leur dignité.* » Un point, c'est tout.

PLAIDOYER

PROTECTION DES PERSONNELS HUMANITAIRES

Protéger les personnels humanitaires et de santé est essentiel à la réalisation de la mission de Médecins du Monde : fournir des soins de santé aux populations affectées par des situations de crise. Pourtant les États et les groupes armés mettent en danger les acteurs et actrices de l'aide, en perpétrant des attaques à leur rencontre, en ne respectant pas le droit international humanitaire ou en mettant en place des mesures qui criminalisent leur action.

Malgré des débats au sein de la communauté humanitaire sur le nombre d'incidents, leurs causes et les moyens d'y remédier, force est de constater que le métier continue de comporter de forts risques. L'année 2023 s'est clôturée avec un nombre record de personnels humanitaires tués, blessés et kidnappés. Les situations de conflits armés sont les plus dangereuses : le conflit à Gaza a été particulièrement meurtrier pour les humanitaires, en plus d'être catastrophique pour les civils, et souligne l'impact disproportionné des risques pour le personnel national (plus de 90 % des incidents) et les organisations locales. Médecins du Monde a perdu deux collègues les deux dernières années, au Nigeria et à Gaza.

L'année 2023 s'est clôturée avec un nombre record de personnels humanitaires tués, blessés et kidnappés.

L'engagement de Médecins du Monde

Cette réalité nous oblige, et guide notre engagement contre toutes les formes d'attaques des personnels humanitaires. Aux côtés d'Handicap International et d'Action Contre la Faim, nous avons publié en août 2023 un rapport destiné à fournir aux États, aux bailleurs et à la communauté humanitaire des recommandations pour « Mieux protéger les personnels humanitaires et de santé ». Ce rapport a permis de visibiliser cet enjeu, qui remet en question notre capacité à agir dans certains contextes, et de porter nos messages et nos recommandations dans de nombreuses instances. Ce travail se poursuivra dans les prochaines années.



PROHIBITION



Le dernier trimestre de l'année 2023 démarrait avec un conflit d'une intensité jamais connue entre Israël et la Palestine. Très rapidement, c'est devenu une évidence pour les acteurs humanitaires : ce conflit allait devenir l'une des grandes crises humanitaires du siècle, avec un bilan qui ne cesse de s'alourdir chaque jour et deux tiers des victimes civiles qui sont des enfants et des femmes.

Dès les premiers jours, alors que ses équipes étaient prises au piège de Gaza, Médecins du Monde France n'a cessé de demander un cessez-le-feu, seule solution pour assurer la protection et la survie de toute la population civile. Nous avons martelé sans relâche l'urgence de faire respecter le droit international humanitaire et de garantir la protection du personnel de santé et humanitaire par les parties impliquées. Malgré nos appels répétés, nous avons payé un lourd tribut, avec l'assassinat de notre collègue Maysara, jeune médecin urgentiste : Maysara, tu resteras toujours dans nos cœurs.

DES BESOINS TOUJOURS CRIANTS

Si le drame qui se joue en Palestine a mobilisé Médecins du Monde et demeure un enjeu humanitaire essentiel, nos équipes ont continué à travailler sur d'autres crises moins médiatisées, causes de ruptures d'accès aux soins et de besoins en santé toujours criants. C'est le cas en République centrafricaine, au Yémen, au Myanmar ou encore en Colombie. Dans ces pays, et dans d'autres encore, l'instabilité politique et les conflits nous obligent à adapter notre façon d'intervenir quotidiennement, pour assurer la protection de nos équipes et partenaires, et dénoncer le rétrécissement de l'espace humanitaire.

Médecins de Monde continue également à travailler dans des pays où des populations sont marginalisées et exposées à des risques accrus pour leur

santé. Ainsi en Ukraine, auprès de la communauté LGBTQI+, en Afghanistan où les droits des femmes sont bafoués quotidiennement, ou auprès de la population migrante exposée à de multiples dangers et abus alors qu'elle traverse l'Amérique latine et le Mexique vers les États-Unis.

Toujours engagée sur la question de la réduction des risques liés à l'usage de drogues, Médecins du Monde a démarré un projet innovant de recherche en Géorgie, en Arménie et en Tanzanie pour contribuer à la simplification des protocoles internationaux du traitement de l'hépatite C.

DE MULTIPLES RÉPONSES D'URGENCE

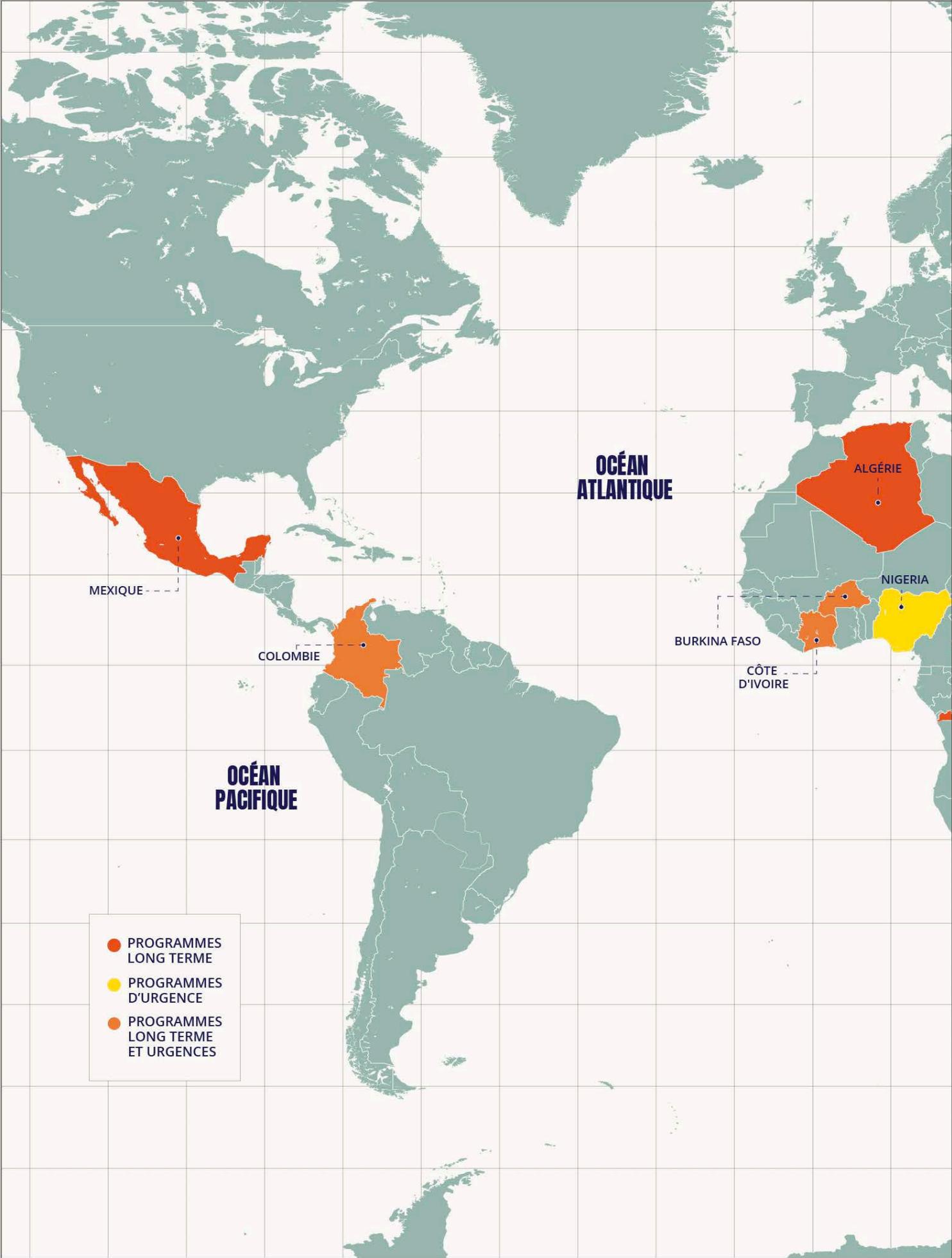
En 2023, Médecins du Monde a aussi répondu à des urgences de différentes ampleurs. En février, un violent séisme frappait la Turquie et la Syrie. Dans les deux pays, nous avons pu répondre aux besoins de santé de la population en collaboration avec nos associations partenaires, notamment Médecins du Monde Turquie. En Arménie, nos équipes ont participé de façon significative à la coordination des actions de santé pour la population déplacée depuis le Haut-Karabakh. Au Népal, nos équipes présentes à l'ouest du pays ont pu réagir très rapidement au séisme dans la province de Karnali, en fournissant de médicaments et du matériel médical à l'hôpital du district.

Chaque jour, toutes nos équipes se mobilisent pour défendre les principes humanitaires, le droit d'accès à une santé de qualité et pour dénoncer les violations répétées du droit international humanitaire.

OPÉRATIONS INTERNATIONALES

PHYSICIENS DU MONDE. PHAKISTAN
کھوپڑیوں سے کھولنے کا طریقہ
1. کپڑے اسی طرح سے کھولنے کا طریقہ
2. کپڑے کھولنے کا طریقہ
3. کپڑے کھولنے کا طریقہ
4. کپڑے کھولنے کا طریقہ
5. کپڑے کھولنے کا طریقہ
6. کپڑے کھولنے کا طریقہ
7. کپڑے کھولنے کا طریقہ





**OCÉAN
ATLANTIQUE**

**OCÉAN
PACIFIQUE**

MEXIQUE

COLOMBIE

BURKINA FASO

CÔTE
D'IVOIRE

ALGÉRIE

NIGERIA

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES



- RUSSIE

UKRAINE

MOLDAVIE

ROUMANIE

BULGARIE

GÉORGIE

AFGHANISTAN

ARMÉNIE

SYRIE

LIBAN

PALESTINE

IRAK

NÉPAL

MYANMAR

PAKISTAN

YÉMEN

RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

TANZANIE

MADAGASCAR

NÉPAL

PHILIPPINES

MALAISIE

Océan
INDIEN

Océan
PACIFIQUE

AFRIQUE

9 PAYS 23 PROGRAMMES

ALGÉRIE 1 PROGRAMME

BURKINA FASO 4 PROGRAMMES

CÔTE D'IVOIRE 4 PROGRAMMES

ÉTHIOPIE 3 PROGRAMMES

MADAGASCAR 4 PROGRAMMES

NIGERIA 1 PROGRAMME

**RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAÏNE 1 PROGRAMME**

**RÉPUBLIQUE 3 PROGRAMMES
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

TANZANIE 2 PROGRAMMES



- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

CÔTE D'IVOIRE

LE SYSTÈME DE SANTÉ IMPACTÉ PAR LES MOUVEMENTS DE POPULATION AU NORD

De fortes disparités économiques, politiques, sécuritaires et sanitaires persistent entre les différentes régions de la Côte d'Ivoire. Les départements de Téhini et de Doropo, dans la région du Bounkani, au nord-est, sont ainsi parmi les plus pauvres du pays. Déjà fragilisés par le manque de services de base, faute d'investissements publics depuis la crise politique des années 2000, ils sont également impactés par la crise sahéenne qui touche le Burkina Faso de l'autre côté de la frontière. Fin 2023, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait la population réfugiée à 44 579 dans le nord de la Côte d'Ivoire.

AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS GRÂCE À LA GRATUITÉ DES SOINS

La dégradation de la situation au Burkina Faso entraîne des besoins en santé importants dans la région du Bounkani. En juillet 2023, Médecins

6 136 patients ont été pris en charge pour des consultations de soins de santé primaires en 2023

du Monde a ouvert une base à Doropo pour démarrer un nouveau programme de soins de santé primaires (gratuité totale) et de prise en charge des urgences vitales – pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans – dans le district

sanitaire de Téhini. Des dotations en médicaments et matériel médical ainsi que des formations et du coaching du personnel sont mis en place dans deux établissements de premier contact à Bolé et Tougbo, à l'hôpital général de Téhini et dans deux hôpitaux de référence, à Ferkessedougou et Bouna. 41 supervisions ont notamment été réalisées sur la période d'octobre à décembre par les équipes de Médecins du Monde.

L'objectif est de permettre progressivement à ces structures de santé de prodiguer gratuitement des soins de qualité. Ainsi, fin 2023, une quarantaine de personnes avaient déjà pu bénéficier d'une hospitalisation gratuite pour urgence vitale.

ÉTHIOPIE

UNE CRISE HUMANITAIRE OUBLIÉE MAIS MASSIVE

L'Éthiopie continue de faire face à une crise humanitaire majeure causée par les conflits et l'insécurité mais aussi par les chocs climatiques et les épidémies qui entraînent des déplacements massifs de population. La grave sécheresse qui a débuté fin 2020 s'est poursuivie jusqu'en 2023 avec le passage de cinq saisons des pluies pauvres, voire inefficaces. Une situation qui a particulièrement affecté les communautés pastorales et agro-pastorales dans l'est et le sud du pays, aggravant l'insécurité alimentaire et la situation sanitaire. Dans le même temps, certaines régions – Oromia et Somali notamment – sont touchées par des conflits. Car si la signature de l'accord de cessation des hostilités (COHA) fin 2022 a apporté la paix et amélioré l'accès aux régions Afar, Amhara et Tigré, les conflits internes perdurent.

GARANTIR L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES

Le projet d'urgence de Médecins du Monde et ses partenaires permet de soutenir 15 centres de santé et 55 postes de santé dans les régions de Somali, Oromia et Afar. Les centres de santé ont bénéficié d'un appui en termes d'équipements, de formation du personnel soignant et de réfection des infrastructures. Médecins du Monde a ainsi réalisé quelque 95 000 consultations curatives et traité plus de 15 000 enfants contre le paludisme, la diarrhée ou une infection respiratoire aiguë. Depuis 2023, la prise en charge de la santé mentale et des violences basées sur le genre est également proposée.

Par ailleurs, des cliniques mobiles ont été mises en place pour aider les communautés les plus reculées et les personnes déplacées par le conflit. Le projet a notamment permis d'intervenir sur le site de Guraï suite au déplacement massif de population provoqué par la prise de la zone de Yalo, en région Afar, par un groupe rebelle.



THE SPECIAL DOCTORS OF THE WORLD
THE SPECIAL DOCTORS OF THE WORLD
الطباء العالم
MEDECINS DU MONDE
MEDICOS DO MONDO
MEDICINS DU MONDE
MEDICINS DU MONDE
MEDICINS DU MONDE



Plus de 20 millions de personnes ont besoin d'assistance en Éthiopie, dont 4,6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

MADAGASCAR

DES RISQUES ACCRUS LIÉS AU TRAVAIL DU SEXE

À Madagascar, les programmes de santé répondent rarement aux besoins des travailleuses et travailleurs du sexe (TDS) en matière de santé sexuelle et reproductive. Or leur activité, leur situation socio-économique ainsi qu'une farouche stigmatisation et une forte exposition aux violences concourent à augmenter les situations dangereuses et les prises de risque. Autant de facteurs qui exposent d'avantage ces personnes aux infections sexuellement transmissibles, y compris au VIH, ainsi qu'à des grossesses précoces ou non désirées qui les poussent à recourir à des avortements non sécurisés.

RENFORCER LES DROITS, AMÉLIORER L'OFFRE DE SOINS

Depuis 2022, Médecins du Monde mène un programme d'amélioration de la santé et des droits des travailleuses et travailleurs du sexe sur l'axe routier qui relie la capitale, Antananarivo, au centre du

4 685 TDS ont bénéficié des services proposés par le programme de Médecins du Monde en 2023

pays, à la ville portuaire de Tamatave, sur la côte est. Le but de ce projet est, d'un côté, de donner les moyens aux TDS de lever les barrières d'accès aux soins afin de garantir une utilisation optimale des services de santé. D'un autre côté, il vise à améliorer l'offre de services de

santé sexuelle et reproductive de qualité selon une approche de réduction des risques et d'accès aux droits.

Parmi les activités menées, sept structures de santé ont été réhabilitées, plus de 100 personnels de santé ont été formés à l'accueil des TDS. En outre, des maraudes diurnes et nocturnes sont organisées et des groupes de parole proposés pour informer et sensibiliser les communautés. Une attention particulière est portée à la prise en charge des violences basées sur le genre, tant en matière de santé et de soutien psychosocial que d'accompagnement juridique.

CENTRAFRIQUE

DIX ANS DE CRISE HUMANITAIRE

C'est un exemple frappant de crise oubliée. Dix ans après avoir traversé sa dernière guerre civile, la République centrafricaine est passée sous les radars de l'attention médiatique. Le pays ne s'est pourtant jamais vraiment relevé du conflit pour entamer sa reconstruction. Alors que le gouvernement a toujours peiné à étendre son fief au-delà de Bangui, la capitale, une coalition rebelle composée de six groupes armés anciennement ennemis a vu le jour à la faveur de l'élection de 2020. Les projets de développement sont entravés par les problèmes de sécurité, les braquages, pillages, taxations illégales et les actes de violence à l'encontre des civils. Une crise qui accentue la pression sur une population qui pour un quart est déplacée à l'intérieur du pays ou dans un pays voisin, et qui aux trois quarts vit sous le seuil de pauvreté.

GARANTIR UNE OFFRE DE SOINS ESSENTIELS

Avec la moitié des structures de soins du pays à l'arrêt, l'offre de santé ne permet pas de répondre aux besoins des populations. C'est dans ce contexte que Médecins du Monde poursuit son engagement en Centrafrique. Ce soutien passe par la relance des activités de soins. L'association soutient aujourd'hui l'hôpital de Bouca et huit structures de santé primaires du ministère de la Santé sur les axes routiers nord et sud qui concentrent 80 % de la population et où sont proposées des consultations gratuites de soins de santé primaires – y compris pédiatriques et de santé sexuelle et reproductive – ou encore la prise en charge des violences basées sur le genre. Médecins du Monde assure aussi le transport et la prise en charge des urgences vitales à l'hôpital de Bouca.

Des activités semblables ont été menées à Ippy et dans plusieurs régions du pays afin de permettre une réponse d'urgence en cas de déplacements de population. L'association a ainsi pu répondre à l'afflux de 15 000 déplacés à Ippy début 2023.

A photograph of a man with a thoughtful expression, resting his chin on his hand. He is wearing a white tank top and is positioned against a textured green wall. The background is softly blurred, showing a yellow wall and a green panel.

**Aujourd'hui,
le soutien de
Médecins du Monde
au district sanitaire
de Bouca permet
de toucher 62 %
de sa population
totale.**

MOYEN-ORIENT

5 PAYS 13 PROGRAMMES

IRAK 1 PROGRAMME

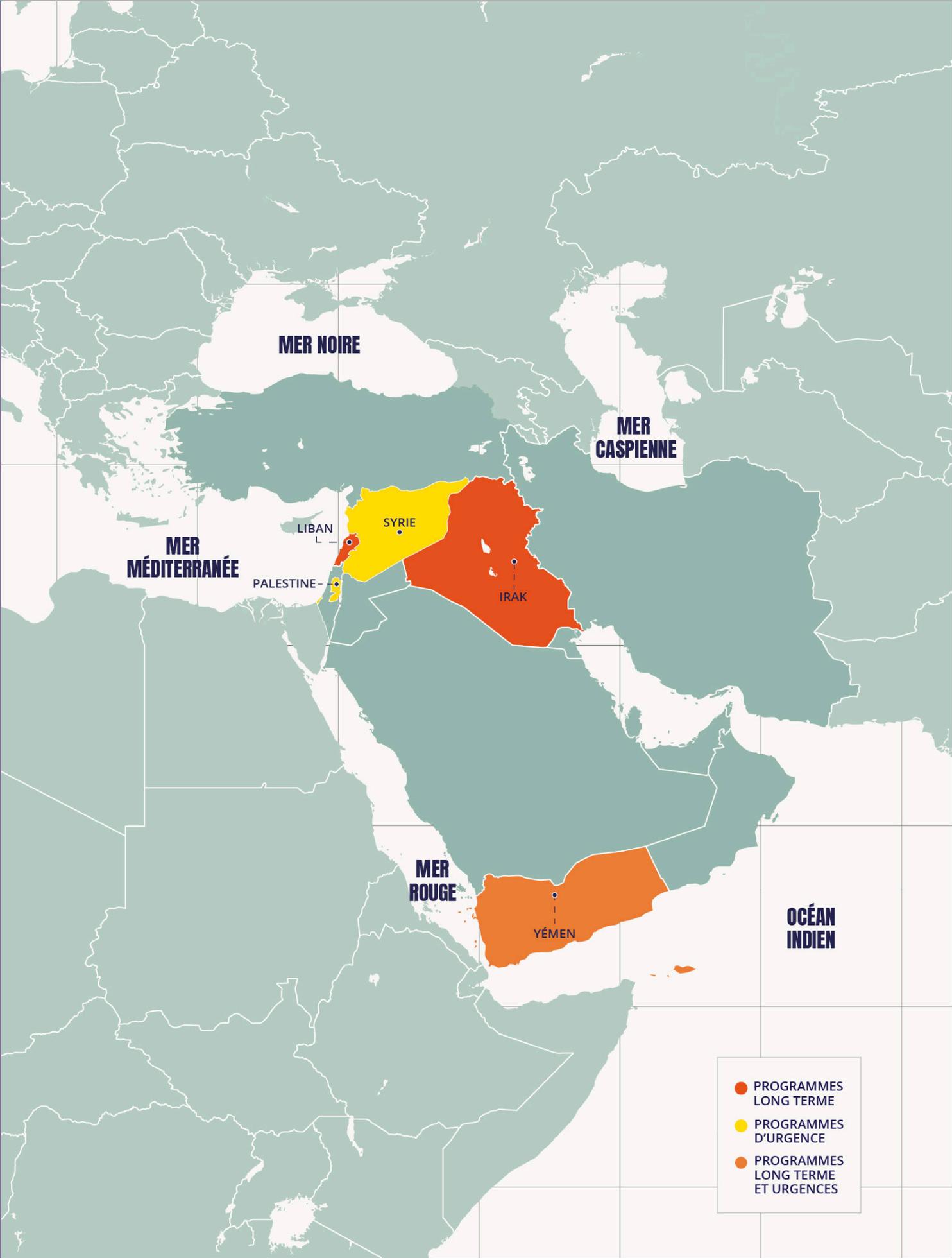
LIBAN 3 PROGRAMMES

PALESTINE 5 PROGRAMMES

SYRIE 2 PROGRAMMES

YÉMEN 2 PROGRAMMES

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes au Moyen-Orient sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

PALESTINE

L'IMPACT DE LA GUERRE SUR LA CISJORDANIE

Depuis les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, l'armée israélienne bombarde sans relâche la bande de Gaza, forçant la population à se déplacer au péril de sa vie et détruisant les infrastructures essentielles, notamment les hôpitaux, et les moyens de subsistance. Au 14 mai 2024, selon le bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les attaques avaient fait 35 173 morts et 79 061 blessés à Gaza. Dans le même temps, les violences exercées contre les Palestiniens se multiplient en Cisjordanie : déplacements forcés de communautés entières, agressions physiques, menaces, destruction de propriétés et des moyens de subsistance au bulldozer, vol de bétail. Elles fragmentent encore davantage la Cisjordanie en bloquant les centres urbains et en isolant les communautés rurales de l'accès aux services essentiels.

SE PRÉPARER AU PIRE

Médecins du Monde a pu lancer la première phase d'un projet consistant à préparer les infrastructures de santé et les communautés locales aux urgences. Cette première phase ciblait un village du nord de la Cisjordanie afin de préparer un centre de santé à gérer un afflux inhabituel de patients avec des blessures importantes en mettant en service une salle d'urgence et en pré-positionnant des stocks de médicaments et d'équipements médicaux. En parallèle, des membres clés de la communauté ont été formés aux gestes de premiers secours et à la gestion d'une telle crise sanitaire dans leur communauté.

Les restrictions de déplacement entravant l'action des équipes du programme de réponse d'urgence en santé mentale, Médecins du Monde a dû adapter ses modalités d'intervention pour pouvoir préserver le lien avec les communautés affectées, en programmant des sorties lorsque la sécurité le permet et en proposant des séances de soutien psychosocial par téléphone.

SYRIE

6 FÉVRIER, LA TERRE TREMBLE

L'OMS a parlé du « pire désastre naturel en un siècle » en Europe. Les tremblements de terre qui ont frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie le 6 février 2023 ont fait plus de 58 000 morts, des centaines de milliers de personnes blessées, évacuées, privées de logement, de soins, de services de première nécessité.

En Syrie, où les infrastructures étaient déjà dévastées par plus de 12 ans de guerre civile, près de 9 millions de personnes ont été affectées, 5 900 sont mortes et plus de 12 800 ont été blessées. Les séismes ont détruit ou endommagé routes et infrastructures vitales, notamment des établissements de soins – plus de 146 structures touchées –, ceux qui étaient encore fonctionnels étant vite débordés.

UN SOUTIEN RENFORCÉ AUX POPULATIONS AFFECTÉES

Médecins du Monde France a apporté un soutien financier et organisationnel à Médecins du Monde Turquie qui est intervenue sur son territoire dans les heures qui ont suivi la catastrophe, alors que le drame touchait directement les équipes vivant sur la zone.

En Syrie, Médecins du Monde France et ses partenaires ont organisé une réponse d'urgence dans les gouvernorats particulièrement impactés d'Alep, Hama, Idlib et Raqqa. La population a pu recevoir des soins de santé primaires d'urgence, des soins de santé sexuelle et reproductive, des soins obstétricaux et un soutien psychosocial à travers trois centres de santé, une unité médicale mobile et deux centres communautaires dans le gouvernorat d'Alep, et *via* une unité médicale mobile dans le gouvernorat de Hama. De plus, 500 kits de premiers secours ont été donnés à 27 hôpitaux dans le gouvernorat d'Idlib, deux unités de dialyse ont été équipées dans des hôpitaux de Kobané et Al-Tabqah, et une maternité a été soutenue à Jarablus.

Plus de 350 000 personnes déplacées en Syrie après les tremblements de terre de février 2023. Certaines avaient déjà été déplacées à cause du conflit syrien.





**6 000 personnes
ont bénéficié
d'un soutien
psychosocial
en Cisjordanie
en 2023.**



AMÉRIQUE LATINE

2 PAYS 7 PROGRAMMES

COLOMBIE 4 PROGRAMMES

MEXIQUE 2 PROGRAMMES

**+ 1 PROGRAMME TRANSVERSAL
FEMINIST OPPORTUNITIES NOW (FON)**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Amérique latine
sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



MEXIQUE

OCÉAN
ATLANTIQUE

OCÉAN
PACIFIQUE

COLOMBIE

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

COLOMBIE

UNE DES ROUTES LES PLUS DANGEREUSES AU MONDE

La Colombie est le premier pays d'accueil de la population migrante vénézuélienne avec 2,8 millions de personnes sur son territoire. Alors qu'elles sont exposées aux réseaux d'exploitation sexuelle, au trafic de drogue et au recrutement forcé, seules 20 % d'entre elles ont accès aux services de santé et de protection sociale.

En 2023, plus d'un demi-million de personnes ont traversé le « Tapón del Darién », une jungle marécageuse à la frontière entre la Colombie et le Panama. Durant ce parcours migratoire de quatre à dix jours, connu comme l'un des plus dangereux au monde, elles risquent leur vie, sont exposées aux maladies, à des violences physiques et sexuelles (y compris le viol) et à l'extorsion par des groupes criminels. La plupart sont vénézuéliennes, haïtiennes et équatoriennes (84 % en octobre 2023), mais aussi originaires d'autres continents comme l'Asie et l'Afrique.

DES ACTIVITÉS QUI S'ADAPTENT AUX FLUX MIGRATOIRES

Depuis 2019, Médecins du Monde mène en Colombie des projets de prise en charge sanitaire et psychosociale des populations migrantes sur la route migratoire sud, entre Bogota, Cali et Ipiales, jusqu'à la frontière avec l'Équateur. En octobre 2023, face à la crise humanitaire sans précédent qui a touché le Darién, une zone sans service de santé, Médecins du Monde, seul acteur humanitaire présent, y a concentré son activité.

**520 000 personnes
ont traversé le
Tapón del Darién
en 2023 contre
8 000 en 2020**

Les équipes proposent des soins de santé primaires, de santé sexuelle et reproductive et de santé mentale. Elles donnent également des conseils d'auto-prévention à celles et ceux que rien ne peut décourager de traverser la jungle du Darién.

MEXIQUE ET COLOMBIE

LE CYCLE DES VIOLENCES LIÉES AU GENRE

Les femmes mexicaines sont les victimes d'une violence multidimensionnelle et généralisée qui commence à des âges de plus en plus jeunes. En 2023, les délits sexuels contre les filles et les adolescentes ainsi que la violence intrafamiliale, la traite et les féminicides ont ainsi augmenté dans le pays. En Colombie, les groupes armés continuent d'utiliser la violence sexuelle comme arme d'intimidation et le risque de violence sexuelle contre les femmes et les personnes LGBTQI+ est très élevé dans les zones rurales affectées par le conflit. L'impunité et les barrières pour dénoncer et obtenir justice persistent dans les deux pays.

FEMINIST OPPORTUNITIES NOW (FON)

Le programme FON a démarré en 2022, son objectif est de répondre aux violences liées au genre à travers le financement et le renforcement des capacités d'organisations et mouvements féministes au Mexique et en Colombie. Sont ciblées en priorité les organisations de petite taille, travaillant avec des populations particulièrement vulnérables aux violences liées au genre. Parmi les formations proposées : diversification de fonds, gestion de risques, plaidoyer, gestion financière et procédures d'achat, gestion du bénévolat et protection des données personnelles.

Le programme est mis en œuvre dans dix pays par un consortium de cinq organisations. Médecins du Monde coordonne le projet en Amérique latine, où une trentaine d'organisations seront accompagnées. En 2023, 12 organisations ont été sélectionnées, sept mexicaines et cinq colombiennes. Le renforcement proposé repose sur deux volets : — un appui financier : plus d'un million d'euros seront distribués à travers trois guichets de financement (urgence, développement organisationnel et renforcement de réseaux) ; — un renforcement organisationnel qui répond aux besoins identifiés par les organisations elles-mêmes.

Le projet comprend aussi des actions de plaidoyer et un volet recherche et documentation.



Des associations féministes soutenues dans 10 pays dont le Mexique et la Colombie pour lutter contre les violences liées au genre.

EUROPE

7 PAYS 10 PROGRAMMES

BULGARIE 2 PROGRAMMES

MOLDAVIE 1 PROGRAMME

ROUMANIE 1 PROGRAMME

RUSSIE 1 PROGRAMME

SUD CAUCASE 3 PROGRAMMES

Arménie

Géorgie

UKRAINE 2 PROGRAMMES



- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

ARMÉNIE

LA POPULATION DÉRACINÉE DU HAUT-KARABAKH

Le Haut-Karabakh, territoire à majorité arménienne enclavé en Azerbaïdjan, est au cœur d'un conflit latent depuis trente ans. Après un regain de violence en 2020, l'Azerbaïdjan a orchestré en 2022, pendant neuf mois, un blocus du corridor de Latchin qui relie le Haut-Karabakh à l'Arménie, privant notamment la population isolée d'essence, de gaz, de denrées alimentaires et de médicaments. Cette situation a eu des répercussions non seulement sur la vie quotidienne, mais aussi sur le fonctionnement d'institutions essentielles telles que les établissements médicaux et les établissements d'enseignement. Le 19 septembre 2023, après une offensive éclair des forces armées de l'Azerbaïdjan pour s'emparer de ce territoire, la quasi-totalité de la population arménienne du Haut-Karabakh – quelque 110 000 personnes – a dû tout abandonner derrière elle pour fuir pour l'Arménie en l'espace d'une semaine.

FAVORISER L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS

Présente en Arménie depuis 2020 dans le cadre d'un programme de réduction des risques, Médecins du Monde s'est installée dans un grand centre de la ville

de Goris, dans le sud-est de l'Arménie, afin de proposer, en coopération avec des associations internationales et locales, différents services médicosociaux pour les réfugiés. Les équipes de Médecins du

Monde se sont concentrées sur la prise en charge de la santé mentale pour accompagner ces personnes traumatisées, à la fois dans le centre mais également en allant à leur rencontre dans les hôtels et autres abris. À la fin de l'année, Médecins du Monde a préparé l'ouverture de trois centres supplémentaires à Erevan, Acharak et Masis afin de couvrir plus largement ce territoire où les Arméniens du Haut-Karabakh, déracinés, tentent de prendre un nouveau départ.

**3 117 ménages
déplacés
du Haut-Karabakh
accompagnés
en 2023**

UKRAINE

FAIRE FACE À LA PÉNURIE DE SOINS

La guerre en Ukraine continue d'affecter gravement la population. Notamment à travers les attaques répétées contre les infrastructures de santé dans les communes situées sur la ligne de front qui exacerbent les difficultés d'accès aux soins. Depuis le début du conflit en février 2022 et jusqu'au 15 janvier 2024, le système de surveillance des attaques contre les soins de santé de l'Organisation mondiale de la santé a recensé un total de 1 475 attaques, qui ont fait 112 morts et 244 blessés parmi les patients et le personnel de santé. L'oblast de Kherson et certaines parties de Mykolaïv font partie de ces zones tendues, confrontées à de graves pénuries de services médicaux.

En plus de ses activités auprès des réfugiés ukrainiens en Moldavie ou en Roumanie, Médecins du Monde soutient le fonctionnement d'une clinique de la Croix-Rouge ukrainienne de Mykolaïv qui offre des soins ambulatoires dans la ville. L'association a également déployé ses propres cliniques mobiles afin d'assurer un accès aux soins pour les populations hôtes et déplacées internes hébergées dans les centres collectifs de la ville de Mykolaïv, ainsi que dans les zones rurales lourdement affectées par l'absence de médecins généralistes.

SOUTIEN À LA COMMUNAUTÉ LGBTQI+

En 2023, un partenariat a été lancé avec LIGA, une association LGBT de la société civile ukrainienne. Avec le soutien de Médecins du Monde, LIGA a pu ouvrir un refuge à Odessa pour accueillir et protéger des lesbiennes, gays et transsexuels exposés à l'homophobie. Ils peuvent s'y reposer et recevoir des soins, un soutien psychologique ou encore des traitements pour le VIH.



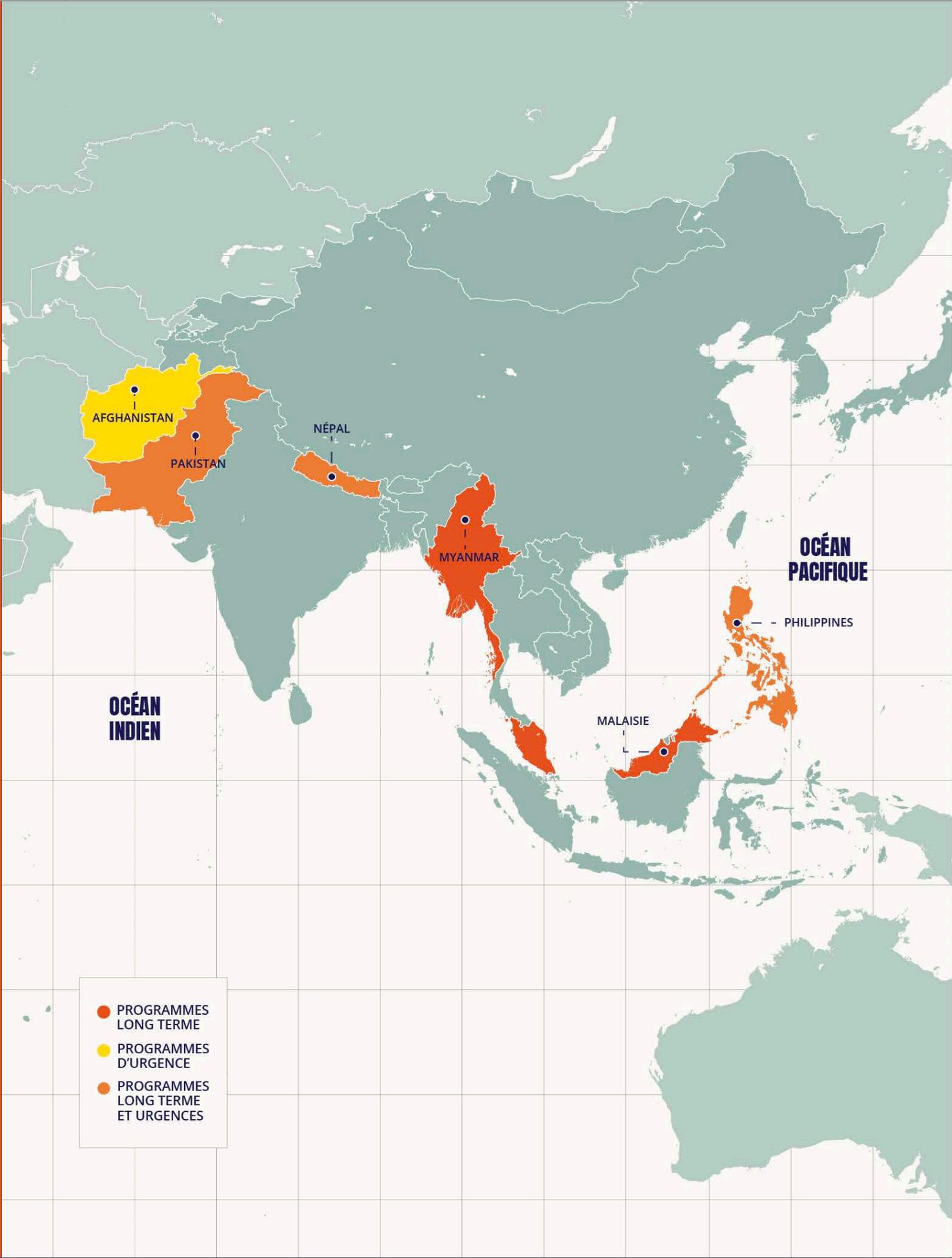
**Selon l'OMS, 50 %
des attaques contre
les soins de santé
dans le monde
entre février 2022
et octobre 2023
se sont produites
en Ukraine.**

ASIE

6 PAYS 11 PROGRAMMES

- AFGHANISTAN 1 PROGRAMME**
- MALAISIE 1 PROGRAMME**
- MYANMAR 3 PROGRAMMES**
- NÉPAL 2 PROGRAMMES**
- PAKISTAN 2 PROGRAMMES**
- PHILIPPINES 2 PROGRAMMES**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Asie sur [medecinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



AFGHANISTAN

PAKISTAN

NÉPAL

MYANMAR

MALAISIE

OCÉAN
PACIFIQUE

PHILIPPINES

OCÉAN
INDIEN

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

MYANMAR

FORTE PRÉVALENCE DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

Le cancer du col de l'utérus est la principale cause de décès par cancer évitable chez les femmes au Myanmar. Le diagnostic tardif de la maladie contribue largement à cette prédominance. Dans la grande majorité des cas, ce cancer est causé par le papillomavirus humain (HPV), qui est hautement transmissible par contact sexuel. La prévalence de l'infection chez les femmes adultes est ainsi de 11 % dans le pays. Chaque année, 7 000 femmes reçoivent un nouveau diagnostic de cancer du col de l'utérus et environ 4 500 décès dus à la maladie sont signalés.

Parmi les personnes les plus exposées, les femmes vivant avec le VIH sont six fois plus susceptibles de développer un cancer du col de l'utérus en raison de la double infection au VIH et au HPV. En outre, le cancer du col de l'utérus se développe au moins deux fois plus vite chez les femmes infectées par le VIH non traitées que chez les autres femmes.

UNE CLINIQUE DÉDIÉE À LA SANTÉ SEXUELLE

Médecins du Monde intervient depuis 2000 auprès de la communauté des travailleuses et travailleurs du sexe et des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes à Yangon, au sud du Myanmar. C'est en partenariat avec des organisations de la société civile, au travers d'un

Plus de 10 000 personnes ont bénéficié de services de prévention du VIH à Yangon en 2023

réseau d'éducateurs et éducatrices pairs que les activités de prévention du VIH sont menées.

Alors que fin 2023 le suivi des patients atteints par le VIH était transféré au droit commun, Médecins du Monde a ouvert à Yangon

une clinique offrant des services de santé sexuelle et reproductive, y compris le dépistage du papillomavirus pour les travailleuses du sexe et les femmes vivant avec le VIH.

NÉPAL

DES TREMBLEMENTS DE TERRE DANS L'OUEST DU PAYS

Le 3 novembre 2023, un tremblement de terre de magnitude 6,4 frappait les districts de Jajarkot et de Western Rukum, dans l'ouest du Népal. Trois jours plus tard, une réplique de magnitude de 5,8 était enregistrée. Au total, les séismes ont fait officiellement 154 morts et 372 blessés. Plus de 60 000 bâtiments ont été affectés. Sur les onze établissements médicaux de la région, cinq ont été détruits ou endommagés. Les six autres ont dû suspendre leur activité par manque de matériel, ce qui a provoqué une rupture d'accès aux soins pour la population ainsi doublement éprouvée par la catastrophe.

Dès le lendemain du séisme, après une évaluation rapide des besoins, Médecins du Monde a pu mettre en place une aide d'urgence pour l'hôpital Bheri de Nepalgunj – principal centre de référence pour les personnes touchées par le tremblement de terre. L'association a fourni des matelas, des couvertures, des repas et des services d'ambulance, mais aussi des médicaments de base à différentes structures de santé.

RENFORCER LES MESURES D'HYGIÈNE

Médecins du Monde a également mis en place deux camps de santé – hôpitaux sous tente – en collaboration avec le gouvernement local et l'hôpital de district afin de fournir des soins directs et de sensibiliser aux mesures préventives contre les épidémies potentielles. Plus de 500 personnes y ont été accueillies.

Par ailleurs, les quelque 22 000 habitants de la municipalité de Barekot, épice de la ville, ont reçu des tentes et des kits d'hygiène. Des affichages de sensibilisation sur les règles d'hygiène, la prévention des maladies ou la santé mentale ont été également installés dans les neuf établissements de santé de la ville.

Après le tremblement de terre au Népal, de nombreuses familles ont été contraintes de vivre sous des bâches, ce qui a entraîné des maladies liées au froid et à l'hygiène.



En 1989, confrontée à l'exclusion sociale dont souffrent les personnes porteuses de malformations, une équipe de Médecins du Monde en mission au Cambodge lance un projet audacieux : proposer des opérations de chirurgie réparatrice gratuites et de qualité. L'Opération Sourire était née. Depuis trente-quatre ans, ce programme, fondé sur l'engagement de bénévoles à l'international, s'attache à réduire les inégalités d'accès aux soins de chirurgie et à assurer un accompagnement complet aux patients soignés.

REPRISE DES ACTIVITÉS À L'INTERNATIONAL

2023 marque la deuxième année de reprise des activités chirurgicales à l'international pour Médecins du Monde France et Médecins du Monde Pays-Bas. En 2020 et 2021, la pandémie de Covid-19 a en effet interrompu l'intégralité des interventions. Si cette période a mis en lumière la résilience des équipes, elle a également révélé la nécessité de repenser l'approche opérationnelle pour mieux répondre aux réalités et atteindre les objectifs du programme. Désormais, les activités sont multidimensionnelles : elles dépassent le simple acte chirurgical pour inclure d'autres actions essentielles. Médecins du Monde s'investit ainsi davantage dans la formation et le renforcement des capacités des chirurgiens, des médecins et des personnels locaux, pour mieux répondre aux déficits structurels des systèmes de santé des pays à faible revenu.

En 2023, ce sont donc 284 patients qui ont bénéficié d'une prise en charge chirurgicale et psychosociale, au cours de six missions de chirurgie réparatrice menées dans cinq pays – au Cambodge, à Madagascar, au Pakistan, au Sierra Leone et en Tanzanie – grâce à l'engagement des équipes médico-chirurgicales bénévoles et des partenaires hospitaliers et associatifs. Parmi eux, une majorité d'enfants de moins de 5 ans souffrant de pathologies,

malformations congénitales ou anomalies acquises. Quant à l'aspect formation professionnelle, l'Opération Sourire en 2023 a permis de dispenser des formations théoriques et pratiques à 91 professionnels de santé lors d'interventions en bloc opératoire. Ce volet renforcement des capacités du personnel a permis l'amélioration significative de la qualité des services de chirurgie, notamment une anesthésie plus sûre et de qualité qui a bénéficié à près de 1 200 patients dans les pays soutenus par l'Opération Sourire.

AU-DELÀ DE LA CHIRURGIE, LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL AU CŒUR DE L'ACTION

L'Opération Sourire adopte désormais une approche holistique, centrée sur les bénéficiaires et respectueuse de leur culture, qui tient compte des aspects psychologiques, développementaux et sociaux du patient et de la famille. Cette approche vise à garantir une réinsertion complète, tant sur le plan physique que social. Les malformations congénitales ou anomalies acquises provoquent en effet des troubles psycho-affectifs chez les porteurs comme dans leur entourage proche, pouvant conduire à l'isolement et à l'exclusion des communautés. Ces conséquences impactent lourdement leur santé et leur bien-être mental. Pour mieux accompagner les patients et leurs familles, Médecins du Monde a donc intégré un volet psychosocial à sa stratégie d'intervention.

REDYNAMISATION ET MISSIONS EXPLORATOIRES

En 2023, l'équipe de l'Opération Sourire a continué à être sollicitée par différents tiers pour étudier la possibilité de développer des projets de chirurgie réparatrice dans plusieurs sites en Asie et en Afrique.

Au Pakistan, une évaluation des besoins et un mapping des acteurs en présence réalisés fin 2022 a

OPÉRATION SOURIRE

permis de démarrer en 2023 un projet de prise en charge chirurgicale et psychosociale de femmes survivantes de brûlures volontaires à l'acide, en collaboration avec le Centre de chirurgie reconstructive et des grands brûlés de l'hôpital Jinnah à Lahore, dans la province du Punjab.

À Madagascar, suite à une étude de faisabilité réalisée en début d'année, Médecins du Monde a lancé un nouveau partenariat avec le centre hospitalier universitaire Joseph Dieudonné Rakotovo d'Antananarivo, établissement public de référence en chirurgie maxillofaciale et stomatologie. Il permet de soutenir les activités de routine de l'hôpital, notamment la prise en charge quotidienne des fentes labio-palatines.

En septembre, Médecins du Monde a effectué une mission exploratoire dans les régions d'Itasy et

d'Atsimo Andrefana, au sud-ouest de Madagascar, afin d'évaluer la faisabilité et la valeur ajoutée d'une présence de l'organisation en région pour aller au-devant des populations les plus éloignées des soins. Un soutien au centre hospitalier de référence régional de la région d'Itasy a démarré en 2024 à la suite de cette étude.

En novembre, Médecins du Monde Japon a effectué une mission exploratoire au Laos avec l'appui de deux membres de l'équipe française de l'Opération Sourire au Cambodge, le Professeur Frédéric Lauwers, chef de service de chirurgie maxillo-faciale au CHU de Toulouse, et Florence Giroussens, infirmière de bloc opératoire. Suite à cette mission, Médecins du Monde Japon va développer un projet d'appui et de renforcement des services de chirurgie maxillo-faciale des hôpitaux de province.

RESPONSABLES

Bénévoles : Pr Frédéric Lauwers,
Dr Luke Harper, Dr Frédérique Sauvat,
Dr Arnaud Depeyre, Dr Hélène Beaujard,
et Florence Giroussens
Siège : Adem Bah

PAYS D'INTERVENTION

Cambodge, Madagascar, Pakistan,
Sierra Leone, Tanzanie

BUDGET

260 000 euros

PARTENAIRE

Fondation d'entreprise L'Oréal,
Fondation Air France, Fondation Gertrude Hirzel,
la Région Île-de-France

EN CHIFFRES



6 missions chirurgicales réalisées



284 patients opérés



Près de 1 200 patients ont bénéficié d'une anesthésie sûre et de meilleure qualité



Plus de 500 consultations médicales



91 professionnels de santé formés



175 bénévoles mobilisés dans **5 pays** d'intervention

L'année 2023 a été marquée par des débats intenses autour du projet de loi sur l'asile et l'immigration en France.

Parmi les mesures les plus controversées figuraient la suppression de l'Aide médicale de l'État (AME) et la restriction du droit au séjour des étrangers malades. Médecins du Monde, avec d'autres acteurs parmi lesquels de nombreux professionnels de santé, a vivement critiqué ces propositions pour l'impact dévastateur sur les personnes vulnérables d'une nouvelle restriction de leur accès aux soins de santé.

Parallèlement à ces débats législatifs, la question des conditions d'accueil des populations migrantes aux frontières françaises a également été au cœur des préoccupations. À Briançon, les dispositifs d'accueil associatifs, tels que le refuge des Terrasses Solidaires, ont été confrontés à une saturation des capacités de mise à l'abri des personnes exilées. Trois personnes sont décédées en fin d'année en essayant de passer la frontière.

Sur le littoral nord, la situation s'est également avérée critique, avec un nombre très important de personnes tentant de traverser la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni. La préfecture maritime a estimé que 35 800 personnes avaient pris la mer en 2023 pour rejoindre le Royaume-Uni dont douze qui ont perdu la vie et quatre qui ont disparu en mer.

Ces données soulignent les risques extrêmes auxquels sont confrontés les migrants dans leur quête de sécurité et d'asile pendant leur parcours d'exil, y compris sur le territoire français ou à ses frontières. Sur une autre partie du territoire, l'opération Wuambushu lancée à Mayotte en avril 2023 par le ministre de l'Intérieur afin de lutter contre l'immigration clandestine et de supprimer les bidonvilles n'a abouti qu'à aviver les tensions entre communautés et à compliquer davantage l'accès aux services essentiels, dont les soins. Cette opération est intervenue dans un contexte de pénurie d'eau potable

liée à une importante sécheresse et à la vétusté des installations sur l'île, dégradant les conditions sanitaires pour l'ensemble de la population.

UNE CRISE DE L'HÉBERGEMENT QUI PERDURE

Comme pour les bidonvilles à Mayotte, la question du logement et de l'hébergement se pose aussi dans l'Hexagone avec un nombre croissant de personnes se retrouvant sans domicile. Dans son rapport de 2023, la Fondation Abbé Pierre estime à 330 000 le nombre de personnes sans domicile, soit le double par rapport à la dernière enquête de l'INSEE réalisée en 2011. Malgré ce constat, la loi « Kasbarian-Bergé » a été votée le 27 juillet 2023, dans le but officiel de protéger les logements contre l'occupation illicite. Cependant, il est à craindre que certaines de ses dispositions aient des conséquences néfastes pour les locataires et les occupants vulnérables : accélération de la procédure d'expulsion locative, suppression des délais de fin de procédure pour les ménages considérés comme étant « de mauvaise foi », amende pour les locataires endettés restant dans les lieux après une décision d'expulsion, sanctions pénales pour l'occupation de logements inhabités ou d'autres bâtiments hors hébergement d'urgence.

Cette loi est critiquée pour son manque de considération envers les personnes les plus vulnérables et pour sa tendance à criminaliser la pauvreté. Au lieu de fournir des solutions à la crise du logement, elle semble aggraver la situation pour ceux qui sont déjà en difficulté.

DES INQUIÉTUDES ET DES ESPOIRS SUR L'HÉRITAGE DES JEUX OLYMPIQUES 2024

Les équipes Médecins du Monde se sont interrogées sur l'impact des Jeux olympiques qui auront lieu pendant l'été 2024. Le sujet n'étant pas le côté

OPÉRATIONS FRANCE

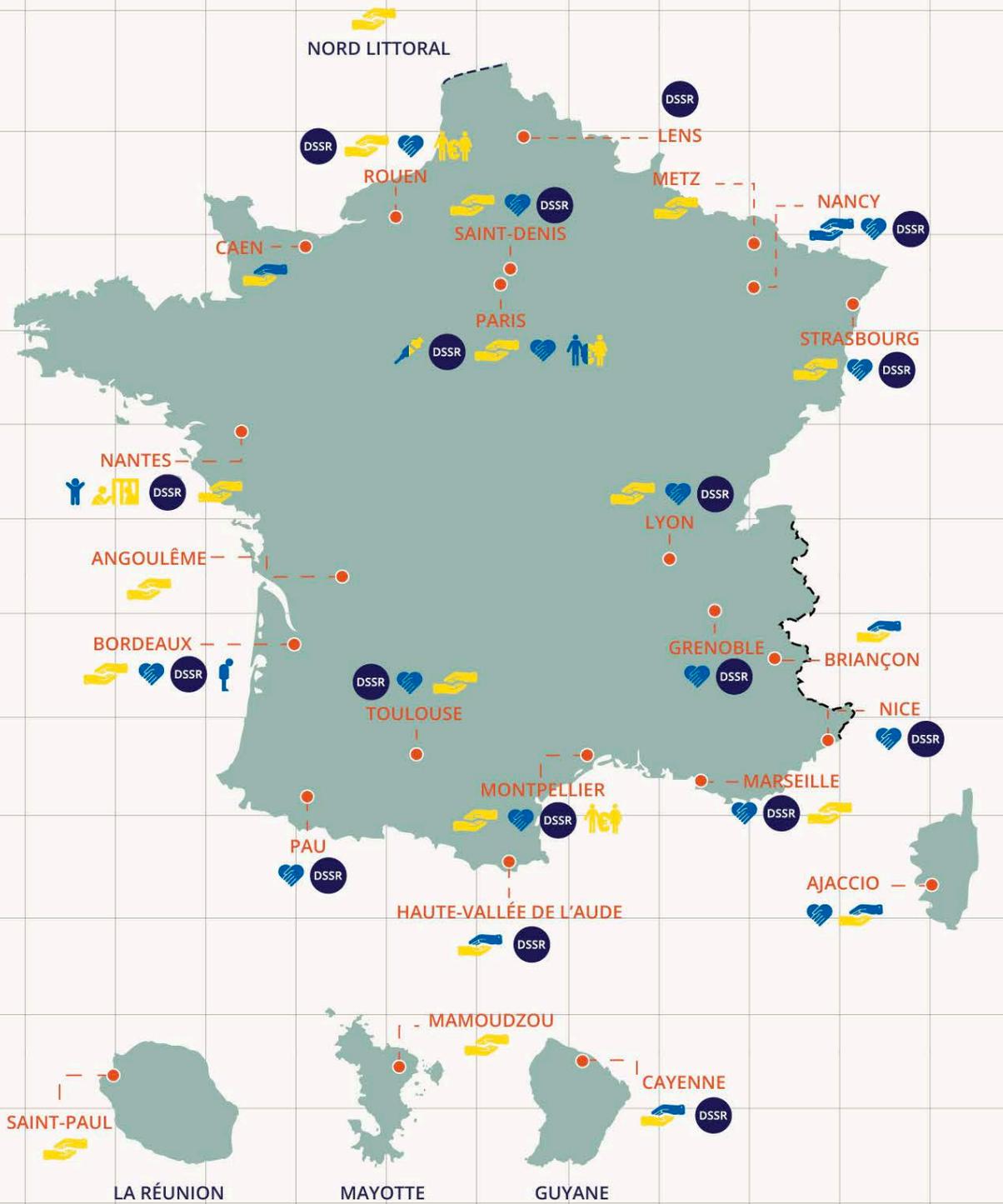
sportif de l'évènement mais ses éventuelles conséquences sur les populations les plus vulnérables, notamment en Île-de-France. Dans ce cadre, les équipes de Médecins du Monde se sont investies dans un collectif comprenant 80 associations et organisations de tous types et de toutes tailles qui interviennent sur cinq secteurs d'activités : la santé, l'hébergement, l'alimentation et l'accès à l'eau, l'accès au droit et l'espace public et la mobilité.

Ce collectif qui se nomme le « Revers de la médaille » veut, au travers d'actions d'information et de visibilité :

- prévenir tout risque de « nettoyage social » ;
- garantir la continuité de l'ensemble des dispositifs sociaux avant et pendant les Jeux en accompagnant leur adaptation le cas échéant ;
- léguer un héritage social positif : pérenniser la sortie de rue du plus grand nombre.

L'objectif du collectif est de garantir que les Jeux olympiques ne contribuent pas à l'exclusion des populations les plus précaires, mais plutôt à renforcer les dispositifs sociaux existants et à créer un héritage social durable et positif pour la région. En 2023, malgré un contexte particulièrement difficile, l'ensemble des équipes bénévoles et salariées ont continué de se mobiliser pour répondre aux besoins des personnes les plus précarisées tout en assurant un intense travail de plaidoyer pour faire évoluer les politiques publiques vers plus de solidarité.





- Actions auprès des mineurs non accompagnés
- Actions en milieu rural, dans la rue, les bidonvilles, auprès des migrants
- Actions auprès des personnes détenues
- Prévention en matière de droits et santé sexuels et reproductifs

- Centres d'accueil, de soins et d'orientation
- Actions auprès des travailleuses et travailleurs du sexe
- Actions auprès des personnes usagères de drogues
- Actions auprès des travailleurs précarisés

- Actions mobiles
- Actions dans les locaux de MdM
- Programmes transversaux

PROTECTION MALADIE UNIVERSELLE ET SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ

SYSTÈME DE SANTÉ

Depuis plusieurs années, les équipes de Médecins du Monde observent de plus grandes difficultés pour orienter les personnes les plus précaires vers les dispositifs médico-sociaux de droit commun. Afin de mieux déterminer les obstacles et identifier des solutions pour les surmonter, un travail de réflexion a été mené sur le système de santé incluant l'ensemble des parties prenantes de l'association et intégrant des contributions externes. La question posée : quel système de santé pour garantir le droit à la santé pour toutes et tous ? Cette réflexion a permis de préciser les principes de l'association concernant sa vision d'un système de santé plus égalitaire, plus solidaire et plus inclusif. De confirmer la nécessité de politiques coordonnées qui agissent sur l'ensemble des déterminants de santé, sociaux, culturels ou environnementaux pour réduire les inégalités de

santé. D'affirmer que le secteur de la santé, de la prévention et du soin doit être sanctuarisé dans un système de protection qui défend la santé comme bien commun, sorti de la logique de la lucrativité et du profit. De signifier que l'Assurance maladie doit être réellement universelle et totalement protectrice.

Ce travail s'est déroulé sur plusieurs mois, en concertation avec les équipes sur leurs terrains d'intervention. Il a culminé lors des Journées des Missions France, organisées à Marseille en mars, où plus de 250 personnes bénévoles et salariées, ainsi que des invités, ont contribué à la mise en commun des réflexions. En mai, ces réflexions ont été validées par le conseil d'administration de l'association. Ce processus a été crucial pour s'assurer que les principes et les propositions soient en accord avec la vision et les objectifs de notre organisation.

ACCÈS À LA SANTÉ EN ZONE RURALE EN HAUTE VALLÉE DE L'AUDE (HVA)

Médecins du Monde mène depuis fin 2016 un programme de médiation en santé sur ce territoire montagneux, faiblement peuplé. Cette modalité d'intervention, qui « va vers » les personnes précaires éloignées du soin, vise à les remobiliser autour de leur santé, lever les obstacles rencontrés et les mettre en lien avec le droit commun. En 2023, 190 personnes ont été accompagnées individuellement dans leur accès à la santé.

La démarche de santé communautaire vise à renforcer le pouvoir d'agir des personnes accueillies, majoritairement isolées. Des activités

psychosociales sont développées en coconstruction, telles qu'un groupe de soutien mutuel de femmes exposées à des violences ou des ateliers d'expression.

Enfin, pour améliorer le parcours de santé des personnes et favoriser la coordination entre les acteurs, Médecins du Monde participe activement au Réseau Santé Précarité HVA.

Un plaidoyer est déployé pour sensibiliser les décideurs sur les obstacles dans l'accès à la santé comme les difficultés administratives, les questions de déplacement ou le mal-logement.

OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Dès 2000, Médecins du Monde a créé l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins pour connaître et faire connaître les spécificités des populations reçues dans ses programmes en France. Ce mécanisme permet d'une part d'identifier le profil, les besoins médico-psychosociaux et les difficultés des populations rencontrées et d'améliorer la réponse aux besoins. Il permet d'autre part de partager et diffuser ces connaissances auprès des acteurs (associations, scientifiques, politiques etc.) en charge de la définition et de la mise en œuvre des politiques de santé. Avant tout, l'observatoire participe à la redevabilité de Médecins du Monde envers les personnes concernées.

Le rapport produit annuellement des données objectives uniques issues des terrains d'intervention. Ce mécanisme est enrichi par les analyses complémentaires et combinées d'experts terrain, scientifiques et plaideurs. Le baromètre permet de décrire et suivre annuellement les chaînes de déterminants structurels et intermédiaires agissant sur la santé des publics les plus précarisés. Un focus annuel est basé sur une analyse approfondie spécifique et un suivi des dispositifs législatifs et réglementaires. Il témoigne des difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun des populations accueillies. Le rapport dans son ensemble apporte ainsi un éclairage documenté sur les problématiques de santé des personnes reçues dans nos programmes, leurs difficultés pour se soigner et sur les obstacles à l'exercice effectif de leurs droits. Ainsi Médecins du Monde alerte, élabore des propositions et interpelle les acteurs politiques, institutionnels et les professionnels de santé pour améliorer l'accès aux droits et aux soins des populations précarisées ou en situation d'exclusion.

CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

En 2023, Médecins du Monde compte 14 centres d'accueil, de soins et d'orientation (CASO). Ces structures sont des dispositifs médico-psycho-sociaux qui constituent une passerelle d'accès au système de santé et qui ont pour objectif d'améliorer l'accès à la prévention, aux soins et aux droits des populations les plus vulnérables en France. Ces structures proposent un accueil du public sans condition : toute personne qui sollicite l'équipe d'un CASO se verra proposer une réponse. Les personnes sont reçues par des équipes pluridisciplinaires et leur prise en charge est « globale » : quelle que soit la « porte d'entrée » ayant amené une personne à se présenter, le plus souvent une sollicitation initiale de soins, tous les aspects relatifs à sa situation sanitaire, médicale, administrative et sociale seront considérés.

Cela passe par l'orientation des personnes ayant des droits ouverts (plutôt que leur prise en charge), et, pour les personnes n'ayant pas encore de droits ouverts ou en situation de non-recours aux soins, cela justifie leur accompagnement, notamment dans les démarches administratives et sociales. Elles bénéficient d'une prise en charge holistique en santé, c'est-à-dire qui comprend des soins infirmiers, des consultations médicales, des entretiens de prévention et une offre de dépistage spécifique pour certaines pathologies. Elles sont également accompagnées par des travailleurs sociaux dans les démarches d'accès aux droits, notamment en vue d'obtenir une couverture maladie. Certains centres proposent enfin une prise en charge psychosociale et de santé mentale pour répondre aux parcours d'exil et aux problèmes liés aux conditions de vie en France, qui génèrent souvent de la souffrance psychique.

FOCUS

CENTRE D'ACCUEIL, D'ORIENTATION ET D'ACCOMPAGNEMENT DE PARIS

Le Centre d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (CAOA) est né en 2016 à la suite du CASO qui existait à Paris depuis 1986. Face à des états de santé de plus en plus dégradés, des restrictions et des difficultés toujours plus grandes pour accéder aux droits de santé et aux soins, le CAO A lutte pour améliorer l'accès à la santé des personnes précarisées dans le cadre du droit commun.

En 2023, le CAO A a révisé sa stratégie d'intervention pour réaffirmer et renforcer certains aspects du dispositif : la dimension ressource pour le renforcement des capacités des personnes précarisées et des acteurs médico-sociaux, l'ancrage

territorial du projet pour les orientations et les coalitions de causes communes, ainsi que la place centrale des actions de plaidoyer menées au niveau local en lien avec les combats nationaux de l'association.

Le projet met en œuvre des permanences médico-psychosociales hebdomadaires (accueil inconditionnel, entretiens individuels et ateliers collectifs en santé globale), des activités de sensibilisation/formation auprès des partenaires, et des actions locales de plaidoyer nourries par la documentation des difficultés d'accès à la santé des personnes précarisées.

En 2023, selon l'avis des médecins, près de la moitié des personnes reçues dans les CASO avaient un retard de recours aux soins et 44,6 % d'entre elles nécessitaient des soins médicaux urgents ou assez urgents.

La méconnaissance des droits et des structures, les difficultés administratives et la barrière linguistique sont les principaux obstacles freinant l'accès aux

soins et à la prévention des populations les plus vulnérables en France. Médecins du Monde plaide pour la mise en place en France d'une couverture santé pour toutes et tous – sans considération de statut administratif – et pour le développement de dispositifs de soins adaptés aux personnes précarisées comme la médiation en santé et l'accès à l'interprétariat professionnel en santé.

EN CHIFFRES

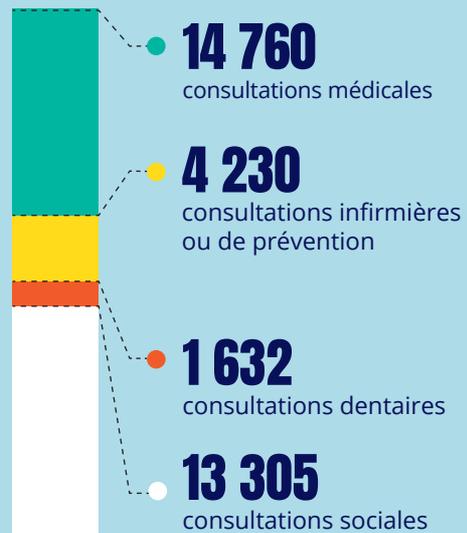
17 008 personnes reçues dans 14 centres d'accueil, de soins et d'orientation ou centres d'accueil d'orientation et d'accompagnement (CASO et CAO)

L'âge moyen des patients est de 34 ans.

9,6 %
de la file active est composée de mineurs

97,9 %
des personnes sont d'origine étrangère

59,1 %
déclarent vivre sous le seuil de pauvreté



MIGRATIONS, EXIL, DROITS ET SANTÉ

L'année 2023 a été marquée par une longue séquence politique mêlant travaux parlementaires, débats, remise en cause des droits au travers de la loi asile et immigration portée par le ministre de l'Intérieur. Elle a finalement été promulguée début 2024.

Pour Médecins du Monde, ce fut une année particulièrement active sur le terrain, en proximité des personnes exilées sur tout le territoire, mais aussi au contact des parlementaires et cabinets ministériels pour défendre politiquement l'accès aux soins de personnes parmi les plus précaires. À l'origine, la loi asile et immigration ne contenait pas de dispositions concernant la santé des personnes étrangères. C'est lors de la première lecture, au Sénat, qu'elles ont été introduites par voie d'amendements. Deux mesures – la suppression de l'Aide médicale de l'État (AME) pour la remplacer par une aide médicale d'urgence au panier de soins très réduit et la restriction très forte du Droit au séjour pour étrangers malades (DASEM) – ont été au cœur du combat politique de Médecins du Monde pendant cette période.

Dans ce débat politique, l'enjeu était de faire primer les considérations de santé des personnes et de santé publique sur les considérations de politique migratoire. Médecins du Monde ne pouvait pas accepter que l'on vienne sciemment dégrader la santé des personnes avant de les prendre en charge à des stades aggravés dans les services d'urgence des hôpitaux. La mobilisation aux côtés du monde médical, en coalition avec d'autres associations, auprès des personnes concernées a permis de repousser cette idée d'aide médicale d'urgence.

Les péripéties politiques qui ont mené à l'adoption de la loi asile et immigration ont amené le gouvernement à promettre malgré tout une « réforme » de l'AME avant l'été 2024.

NOTRE ACTION

Dans la majorité de ses programmes de France hexagonale et dans les Outre-mer, Médecins du Monde travaille avec des personnes en situation de migration. L'organisation met en place des

initiatives « d'aller-vers » à destination des personnes les plus précarisées, vivant dans des squats, des campements, à la rue. Les équipes proposent des consultations médicales, des soins infirmiers, des actions de prévention et un accompagnement social. Elles tiennent également compte des souffrances physiques et psychiques résultant à la fois des parcours d'exil et des conditions de vie indignes auxquelles ces personnes sont confrontées en France.

Auprès des mineurs non accompagnés

Cette année encore les mineurs non accompagnés (MNA) présents sur le territoire ont fait face à de nombreux obstacles dans leur accès aux droits et aux soins : absence de protection, remise en cause de leur âge et de leur identité, conditions de vie très précaires à la rue, en squats ou en campement, expulsions et harcèlement policier, nonaccès à une couverture maladie, etc.

Médecins du Monde constate au quotidien les défaillances du système de protection de l'enfance dans l'accueil et la protection des MNA et les conséquences sur leur santé. La France a d'ailleurs été sanctionnée en janvier 2023 par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies pour les défaillances dans l'accueil d'un mineur et la détermination de son âge. Dans ses observations finales rendues en juin, le comité indique même être gravement préoccupé par la situation des MNA, en particulier par leur accès insuffisant aux structures de protection de l'enfance, au soutien psychologique et à la santé.

À travers ces programmes dédiés aux mineurs non accompagnés exclus des dispositifs de protection de l'enfance, mais également dans le cadre de ses autres programmes partout en France, Médecins du Monde offre aux jeunes une écoute, des consultations médicales et sociales, des ateliers collectifs de soutien psychosocial et de prévention à la santé, de l'orientation et de l'accompagnement dans l'accès aux biens essentiels, aux droits et aux soins.

REPÈRES

En 2022, 97 % des personnes accueillies dans nos 14 centres d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (CASO) étaient de nationalité étrangère, une proportion qui reste stable au fil des ans. Plus de la moitié étaient en situation irrégulière au regard du droit au séjour. Près d'une personne sur deux souffre d'un retard de soins lors de sa première visite.

Plus de 12 % des personnes reçues dans les CASO étaient des demandeurs d'asile, deux personnes sur cinq étaient sans domicile fixe et moins d'un tiers bénéficiait de solutions d'hébergement prévues par le dispositif national d'accueil malgré le doublement du nombre de places d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile.

Les violences sur les parcours migratoires mais également les conditions de vie dans le pays dit « d'accueil » impactent fortement la santé de ces personnes.

MAYOTTE

En 2023, le contexte à Mayotte a été très fortement marqué par l'Opération « Wuambushu », lancée en avril et visant à renforcer les contrôles et les expulsions pour lutter contre la criminalité et l'immigration clandestine. Les interpellations aux abords des lieux de soins ainsi que les blocages des dispensaires ou de l'hôpital central se sont faits de plus en plus fréquents, entraînant une dégradation croissante dans l'accès à la santé, des renoncements aux soins par peur des contrôles et des expulsions, des ruptures dans les traitements ou des recours aux soins tardifs.

Dans ce contexte, l'équipe de Médecins du Monde a poursuivi, dans la mesure du possible, ses activités visant à réduire les barrières d'accès à la santé, tout en multipliant ses actions de plaidoyer en faveur de la sanctuarisation des lieux de soins et de services publics, ainsi que l'accélération du traitement administratif des dossiers des personnes demandant un titre de séjour pour raisons de santé. À l'été 2023, la crise de l'eau à Mayotte a encore accentué la situation de précarité des habitants de l'île.

FOCUS

BRIANÇON

Le programme de Médecins du Monde à Briançon s'est construit autour de et en appui à la dynamique citoyenne de solidarité présente pour accueillir les personnes exilées traversant la frontière franco-italienne. L'année 2023 a été marquée par une crise de l'accueil : les passages se sont faits plus nombreux, et aucun dispositif ni places d'hébergement supplémentaires n'ont été mis en place ; seuls les effectifs des forces de l'ordre à la frontière ont été renforcés. Fin 2023, trois personnes exilées sont décédées en tentant de rejoindre la France.

Dans ce contexte, l'équipe de Médecins du Monde, en lien étroit avec les partenaires locaux, a poursuivi ses activités opérationnelles (maraudes en montagne pour porter assistance aux personnes ; permanences médicales au Refuge Solidaire pour un premier accès aux soins, un temps d'écoute et une orientation) mais aussi de plaidoyer, afin de dénoncer les violations de droits à la frontière, la criminalisation de la solidarité et les manquements de l'État sur les questions d'hébergement d'urgence.

FOCUS

ENVIRONNEMENT DANS LES LIEUX DE VIE ET DE TRAVAIL DÉGRADÉS

La précarité, le mal-logement, la vie à la rue, la survie sont des points communs à la majorité des personnes suivies par Médecins du Monde. Ces conditions de vie affectent gravement leur santé. Cette réalité concerne les personnes rencontrées lors des missions mobiles d'« aller-vers », en bidonvilles, en squats, à la rue ou dans les campements d'exilés, mais aussi les personnes rencontrées dans les centres d'accueil, de soins et d'orientation.

En 2023, 93,9 % des patients reçus dans les centres de Médecins du Monde n'avaient pas de logement personnel – 28,1 % d'entre eux vivaient en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour 15 jours ou moins, en squat ou en bidonville). La saturation persistante des hébergements d'urgence et la remise en cause répétée du principe de l'accueil inconditionnel impactent durement ces personnes.

PROMOUVOIR LA SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE

En 2023, Médecins du Monde a maintenu sa présence auprès des personnes à la rue et mal logées. Plus encore qu'en 2022, la saturation des dispositifs d'hébergement a été particulièrement alarmante. Les équipes de terrain constatent encore l'insuffisance et l'inadaptation des dispositifs aux besoins et situations des personnes vivant à la rue, notamment un manque d'accompagnement médico-social.

Notre action

Dans la rue ou dans les centres d'hébergement et d'accueil de jour, les équipes mobiles réalisent diverses actions :

- des accompagnements dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;
- une veille sanitaire, des consultations médicales, un soutien psychosocial et une médiation en santé ;
- l'information et la sensibilisation des acteurs médicaux et sociaux sur les enjeux de l'habitat et de la précarité.

À travers ces actions, Médecins du Monde témoigne des difficultés rencontrées par les personnes sans abri à faire valoir leurs droits et à accéder aux soins.

En plus de ses interventions sur le terrain et pour ne pas s'inscrire dans un processus de substitution, l'association plaide auprès des institutions en faveur de dispositifs d'hébergement et de logement adaptés et pérennes, et de dispositifs mobiles permettant un contact médico-psychosocial et un accès aux soins effectif des plus exclus. Médecins du Monde a également contribué à des mobilisations interassociatives afin d'alerter et de formuler des propositions pour lutter contre le sans-abrisme.

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS DES HABITANTS DES SQUATS ET BIDONVILLES

Les équipes de Médecins du Monde qui interviennent dans les squats et les bidonvilles constatent quotidiennement les conséquences néfastes de l'habitat ultra-précaire et des expulsions répétées sur la santé des personnes. Les expulsions sans relogement condamnent les habitants des lieux de vie informels à l'errance, les éloignent du système de santé, rompent la continuité des soins et compliquent la prévention et la lutte contre les épidémies. Pour bénéficier d'une couverture maladie, ces personnes font face à de multiples obstacles dans le parcours d'accès aux droits et se confrontent à d'interminables délais d'instruction.

L'année 2023 a été marquée par l'adoption de la loi dite « anti-squats », qui a marqué un recul sans précédent des droits des personnes contraintes de vivre dans des lieux de vie informels. Médecins du Monde s'est fortement mobilisée, aux côtés de l'ensemble du secteur associatif, pour dénoncer l'impact de cette loi, en particulier les risques pour la santé des personnes concernées.

Notre action

Médecins du Monde intervient dans les squats et les bidonvilles pour proposer aux habitants un accès aux soins et aux droits ou les orienter vers des structures de santé, en accordant une attention particulière à la santé des femmes et des enfants. La médiation en santé est particulièrement adaptée à ces situations. Les médiateurs en santé de Médecins du Monde travaillent avec des partenaires associatifs et de droit commun pour améliorer la

prise en charge des habitants des bidonvilles et renforcer leur capacité à recourir aux soins et aux droits de façon autonome.

Favorable à une politique de résorption qui tienne compte de la participation des personnes concernées, Médecins du Monde insiste sur l'importance de solutions concertées et de propositions de logement adaptées et pérennes. En l'absence de

propositions dignes et en attendant leur élaboration en lien avec les habitants, l'association milite pour une stabilisation temporaire des personnes et une sécurisation sanitaire des lieux de vie. Dans ce cadre, en 2023, l'association a contribué à plaider pour une meilleure prise en compte des droits des enfants vivant en squats et bidonvilles.

TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PRÉCARISÉS

En 2023, Médecins du Monde a commencé à intervenir auprès des travailleuses et travailleurs saisonniers dans le Médoc et auprès des livreuses et livreurs de repas des plateformes numériques dans la métropole bordelaise. Le projet vise à promouvoir la santé de ces personnes en facilitant leur accès aux soins et aux droits dans une démarche de médiation en santé, en proposant un soutien psychosocial et des actions de prévention pour limiter les facteurs de risques liés aux environnements de travail nocifs et en soutenant des mobilisations collectives sur les questions relatives à leur santé et à leurs conditions de travail.

À Bordeaux, Médecins du Monde a ainsi soutenu la création de la Maison des Livreurs, un lieu de repos leur permettant d'accéder à un accompagnement global. Ce lieu est aujourd'hui une association cogérée par plusieurs structures, dont l'association AMAL, créée et animée par les livreurs eux-mêmes et désireuse de faire valoir leurs droits et de favoriser l'entraide entre pairs. L'association mène aussi un plaidoyer commun visant à lutter contre l'ubérisation et son impact fortement négatif sur la santé des livreurs.

FOCUS



DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Vivre librement sa sexualité, sans danger ni violence, sans crainte d'une grossesse non intentionnelle ou d'infection sexuellement transmissible (IST) est un enjeu de santé clé. Pourtant, Médecins du Monde constate que l'accès à des informations fiables et sans jugement, ainsi qu'à des services de prévention et de soins pour bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France, surtout pour les plus précaires.

UN ENJEU DE SANTÉ NÉGLIGÉ

En France, les équipes de Médecins du Monde rencontrent principalement des personnes précarisées qui sont souvent stigmatisées, discriminées et réprimées. Surexposées aux violences, aux risques d'IST et aux grossesses non intentionnelles, elles ont toutes un point commun : accéder au système de santé leur est difficile, voire impossible.

En 2023, les populations rencontrées par Médecins du Monde en France présentent d'importants besoins non satisfaits en matière de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) :

- plus de 80 % des femmes en âge de procréer n'utilisent aucune contraception ;
- 1 femme enceinte sur 3 présente un retard de suivi de grossesse ;
- plus de 70 % des personnes ne connaissent pas leur statut sérologique pour le VIH, le VHB et le VHC ;
- 9 femmes sur 10 n'ont jamais réalisé de dépistage du cancer du col de l'utérus¹.

Malgré ces besoins considérables, les DSSR sont entourés de tabous et sont souvent non priorités : par les professionnels non spécialistes qui peuvent craindre de stigmatiser ou d'être trop intrusifs ; par les personnes rencontrées, qui relèguent souvent ces besoins pourtant essentiels du fait de leurs conditions de (sur)vie.

¹ Données issues des entretiens de prévention et consultations médicales réalisés en 2023 dans les centres d'accueil, de soin, et d'orientation de Médecins du Monde

PROGRAMME 4I

Le projet vise à faire reconnaître les enjeux de droits et santé sexuels et reproductifs rencontrés par la population vivant en habitat indigne, informel, instable et insalubre (4i) en Loire-Atlantique et Maine-et-Loire. Il a aussi pour objectif de favoriser le développement d'actions en DSSR selon une approche communautaire et de rendre effective et active la participation des personnes concernées dans les dispositifs de DSSR. En 2021, une recherche menée par le projet sur la perception de l'impact des habitats 4i sur la santé des femmes enceintes et en post-partum a démontré que les conditions et les ressources préalables à toute amélioration de la santé sont souvent manquantes. Suite à

ces résultats, l'équipe a publié un guide en 2023 et a rencontré différentes institutions (CHU de Nantes, Agence régionale de santé, Conseil départemental, Ville de Nantes, Sous-Préfet à l'égalité des chances) afin de les impliquer dans la définition de solutions. À la suite d'une table-ronde organisée au printemps, les acteurs présents se sont engagés à se réunir une fois par an sous la responsabilité du commissaire à la lutte contre la pauvreté. Ces réunions ont pour but la mise en place de conditions favorables pour les femmes enceintes ou ayant récemment accouché vivant en habitat 4i dans toute la région Pays de la Loire.

NOS ENJEUX

Médecins du Monde œuvre à améliorer l'accès à la prévention et une prise en charge de qualité en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs (DSSR) pour toutes et tous, y compris les populations précarisées. En France, nos équipes interviennent en lieux fixes et en « aller-vers » directement auprès des personnes précarisées avec pour objectifs de :

- renforcer l'accès à des services de prévention et de prise en charge de qualité en DSSR ;
- renforcer les capacités des personnes à agir sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs ;
- contribuer aux politiques publiques locales, territoriales et nationales afin d'intégrer les enjeux clés de DSSR des personnes vulnérabilisées et/ou précarisées.

NOTRE ACTION

Plus de la moitié des projets de Médecins du Monde en France, réunis au sein d'un programme transversal Prévention DSSR, mettent en œuvre des

activités visant à renforcer un accès effectif aux DSSR en France hexagonale et dans les territoires d'Outre-mer. Selon les territoires et les projets, sont mis en œuvre :

- des entretiens individuels de prévention, avec offre de dépistage, et des ateliers collectifs sur les DSSR ;
- la mise à disposition de matériel de prévention comme des préservatifs et autotests ;
- l'orientation des personnes vers les structures de droit commun, par exemple vers des centres de santé sexuelle, de protection maternelle et infantile, etc. ;
- l'implication des personnes dans leur prise en charge au travers de la médiation en santé, du recours à l'interprétariat, de techniques d'entretien centrées sur la personne ;
- le fait de documenter l'état de santé sexuelle et reproductive des personnes et des dysfonctionnements dans l'accès aux services et aux droits ;
- le plaidoyer en faveur de politiques publiques en la matière, y compris pour l'inscription de l'IVG dans la Constitution française.



RÉDUCTION DES RISQUES

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS DES PERSONNES CONSOMMATRICES DE DROGUES

Malgré les alertes et les demandes répétées des organisations de réduction des risques, la scène du crack à Paris ne cesse de se développer. Aujourd'hui encore, aucune réponse sanitaire globale à une échelle suffisante n'a été mise en place. Au lieu de cela, une approche répressive a été renforcée, amplifiant la réponse sanitaire défailante.

La médiatisation de la situation n'a fait que renforcer les prises de position politiques dogmatiques et alimenter un climat particulièrement hostile envers les usagers de drogues, mettant à mal le travail des professionnels de la réduction des risques.

Ces personnes à l'état de santé souvent altéré se heurtent pourtant à plusieurs difficultés qui entravent leur accès à une prise en charge adéquate :

- les services adaptés aux femmes sont rares, pour faciliter leur prise en charge comme leur accès à des espaces de repos ou d'hébergement dédiés ;
- les dispositifs existants sont souvent insuffisants et rarement adaptés pour permettre une prise en charge qualitative, notamment des personnes exilées ;

- les acteurs du secteur médico-social sont épuisés par le manque de moyens et l'incapacité du politique à apporter une solution cohérente.

La politique répressive et la dispersion répétée des usagers de drogues – qui entraînent le déplacement des scènes de consommation – associées à la dynamique de démantèlement de campements de migrants, ont favorisé le rapprochement de populations très précarisées sur des espaces de plus en plus délabrés. Un phénomène qui contribue en partie à l'émergence de consommations problématiques chez des personnes jusqu'alors relativement à distance des produits.

Nos enjeux

C'est dans ce contexte qu'en 2022, Médecins du Monde a ouvert un programme de réduction des risques auprès des personnes usagères de drogues dans le nord-est parisien. En 2023, l'association est intervenue auprès d'elles pour améliorer leur santé dans une approche communautaire, valoriser leur parole et leur place dans les actions opérationnelles et de plaidoyer, dans le but de renforcer leur pouvoir d'agir, la prévention et la prise en charge des consommations sur le parcours migratoire. Le programme a réalisé des consultations en santé sexuelle et dépistage des infections sexuellement transmissibles pour les femmes, des groupes de parole communautaires et des maraudes auprès des usagers et usagères les plus isolés et des mineurs non accompagnés.

FOCUS

SOUTIEN À LA CRÉATION D'UNE HALTE SOINS ADDICTIONS À MARSEILLE

S'il ne s'agit pas d'un projet en tant que tel, la délégation Paca a renforcé en 2023 son implication dans le soutien à la création, à Marseille, d'une halte soins addictions (HSA), nouvelle dénomination des anciennes salles de consommation à moindre risque. La délégation

a été très active au sein du comité de pilotage stratégique qui s'est mis en place autour du porteur de projet, l'ASUD Mars Say Yeah, pour l'accompagner dans la construction du projet et le copilotage de la mission de préfiguration de la future HSA.

ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

En lien avec d'autres associations, Médecins du Monde travaille pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe (TDS), dans une approche de réduction des risques. L'association milite contre la pénalisation du travail sexuel et pour un soutien accru aux associations de santé communautaires qui sont les mieux à même de répondre aux besoins. Les programmes de Médecins du Monde à Montpellier, à Paris et à Rouen favorisent l'accès à la santé et aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe à travers des actions d'« aller-vers », d'accueil et d'accompagnement. Médecins du Monde porte également un programme national de lutte contre les violences commises à leur rencontre dans le cadre de leurs activités.

Repères

98 bénévoles ont permis de réaliser plus de 6 721 contacts (rue) et 4 241 offres de contact (internet) ainsi que l'accompagnement et l'orientation de 304 personnes sur internet et 740 personnes dans la rue.

Le site Jasmine a désormais 2 028 personnes inscrites. Il a été visité 300 000 fois en 2023. 2 808 faits de violence ont été signalés.

Nos enjeux

Face à la précarisation des travailleuses et travailleurs du sexe et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, Médecins du Monde plaide pour :

- la garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- l'implication des travailleurs et travailleuses du sexe dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- l'abrogation du parcours de sortie de prostitution défini par la loi du 13 avril 2016 au profit de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- l'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe.



ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

ALSACE

24 rue du Maréchal Foch, 67000 STRASBOURG
T : 03 88 14 01 00
alsace@medecinsdumonde.net

AQUITAINE

2 rue Charlevoix de Villers, 33300 BORDEAUX
T : 05 56 79 13 82
aquitaine@medecinsdumonde.net

AUVERGNE / RHÔNE-ALPES

11/15 boulevard Vivier Merle, 69003 LYON
T : 04 72 92 49 25 / 06 03 56 06 04
rhone-alpes@medecinsdumonde.net

CORSE

Chez le Secours Catholique
6 boulevard Danielle Casanova, 20000 AJACCIO
T : 06 61 37 83 75
caso.ajaccio@medecinsdumonde.net

GUYANE

5 rue des Peuples autochtones, 97300 CAYENNE
T : 05 94 28 36 77
mf.cayenne@medecinsdumonde.net

HAUTS-DE-FRANCE

129 boulevard Montebello, 59000 LILLE
T : 09 83 85 54 78
hauts-de-france@medecinsdumonde.net

ÎLE-DE-FRANCE

15 boulevard de Picpus, 75012 PARIS
T : 01 43 14 81 99 / 07 64 45 78 59
ile-de-france@medecinsdumonde.net

LANGUEDOC-ROUSSILLON

246 rue Chambert, 34080 MONTPELLIER
T : 04 99 23 27 17
languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

LORRAINE

13 B rue de la Ravinelle, 54000 NANCY
T : 03 83 27 87 84 / 06 65 34 51 98
lorraine@medecinsdumonde.net

MIDI-PYRÉNÉES

5 boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE
T : 05 61 63 78 78
delegation-midi-pyrenees@medecinsdumonde.net

NORMANDIE

5 rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN
T : 02 35 72 56 66
normandie@medecinsdumonde.net

Océan Indien

22 rue Saint-Louis, 97460 SAINT-PAUL
(LA REUNION)
T : 02 62 21 71 66
ocean-indien@medecinsdumonde.net

PACA

129 avenue de Toulon, 13005 MARSEILLE
T : 04 95 04 59 62 / 06 18 41 18 16
delegationpaca@medecinsdumonde.net

PAYS DE LA LOIRE

33 rue Fouré, 44000 NANTES
T : 02 40 47 36 99
pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

POITOU-CHARENTES

193 rue Saint-Roch, 16000 ANGOULÊME
T : 09 51 13 57 16
poitou-charentes@medecinsdumonde.net





Pour que le réseau international Médecins du Monde ait plus d'impact, ses membres doivent être individuellement solides et se développer. C'est dans cette perspective que Médecins du Monde France soutient notamment Médecins du Monde Italie et Médecins du Monde États-Unis.

DÉVELOPPEMENT DE MÉDECINS DU MONDE ITALIE

L'Italie a rejoint le réseau de Médecins du Monde en 2021. L'association, dont le siège se trouve à Milan, a reconduit Veronica Forin comme présidente en décembre 2023. Elle organise sa vie associative et militante et réalise également ses premiers tests pour se lancer dans la collecte de fonds auprès des donateurs et donatrices italiens.

L'association est en première ligne en Italie pour les droits des personnes migrantes et le droit à l'avortement. En 2023, plus de 4 400 consultations ont été menées auprès de personnes exilées débarquant en Calabre après la périlleuse traversée de la Méditerranée, et à Vintimille, où elles survivent en cherchant à rejoindre la France malgré la pression policière et les refoulements.

Médecins du Monde Italie est également engagée aux côtés de l'association italienne RESQ Onlus People Saving People dont le bateau RES PEOPLE mène des opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée. L'organisation lui apporte son expertise en recrutant le personnel médical présent à bord et en le formant avant chaque mission.

Enfin, l'Italie a lancé une grande campagne sur l'accès à l'avortement intitulée « The impossible pill » avec 28 associations féministes. Près de 200 communiqués de presse ont relayé le rapport élaboré, la campagne et les témoignages sur les difficultés d'accès à l'avortement en Italie, ainsi que le plaidoyer pour que l'avortement médicamenteux soit accessible, conformément à la loi.

NOUVEAU PROJET POUR MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

Depuis de nombreuses années, les États-Unis soutiennent le réseau Médecins du Monde et ses actions à l'international. Ainsi l'association gère des subventions de son gouvernement, premier bailleur humanitaire mondial, pour financer des projets menés en Turquie, au Mali, en Haïti ou à Madagascar.

L'association mène désormais aussi des actions à El Paso, au Texas, à la frontière avec le Mexique où arrivent les migrants cherchant à rejoindre les États-Unis, notamment de nombreux Vénézuéliens. Médecins du Monde États-Unis mobilise pour cela de nombreux bénévoles, médecins et étudiants en médecine qui, en plus de prodiguer des soins, partagent leurs expériences lors de conférences ou au travers de publications.

DES RÉPONSES D'URGENCE COORDONNÉES

Turquie et Syrie

Le 6 février 2023, une série de tremblements de terre catastrophiques frappait le sud de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, déplaçant des millions de personnes dans les deux pays et causant une destruction généralisée des habitations et des infrastructures dans la région. 78 répliques ont affecté une population de plus de 18 millions de personnes dans les deux pays au cours des semaines suivantes. En plein hiver, la population risquait de mourir de froid, avait besoin d'abris, de nourriture et de soins de santé.

Médecins du Monde Turquie, France et Espagne étaient sur le terrain dès les premiers jours pour apporter une réponse d'urgence dans les zones affectées. Au total, Médecins du Monde a réalisé 425 321 consultations de santé.

RÉSEAU INTERNATIONAL

Avec le soutien de l'ensemble du réseau international, des services de santé complets ont été fournis, des médicaments et de kits de dignité, d'hygiène et de maternité ont été distribués, des services individuels et collectifs de santé mentale et de soutien psychosocial ont été proposés et les établissements de soins de santé secondaires ont été soutenus. Des unités médicales mobiles ont également desservi les zones rurales difficiles d'accès et un espace sûr et adapté a été ouvert pour les femmes et les enfants.

Nous souhaitons ici rendre hommage à nos collègues qui ont perdu la vie dans ces tremblements de terre : le Dr Mohamad Shahin, coordinateur du programme Syrie, ainsi que sa famille qui ont perdu la vie à Hatay, le garde Ziad Salim, la sage-femme Zahia Elomer et le technicien de laboratoire Osama Elabod qui sont décédés à Afrin. Leur disparition est une véritable tragédie et nous avons une pensée particulière pour nos collègues de Turquie et de Syrie.

Ukraine

Médecins du Monde est présent depuis 2014 en Ukraine. Le réseau international y a adapté et augmenté sa présence depuis février 2022 pour répondre aux besoins et à l'évolution de la guerre. L'Allemagne, l'Espagne, la France et la Grèce y ont ainsi mené 131 914 consultations pour 92 093 personnes et soutenu 307 structures de santé et 217 autres structures accueillant des déplacés internes depuis deux ans.

LANCEMENT DU PROGRAMME SHINE

Le programme SHINE, c'est neuf projets pour les droits des femmes, des filles et des minorités de genre vivant dans des bidonvilles et autres environnements précaires, dans cinq pays, mis en œuvre par quatre membres du réseau.

Ce programme vise l'amélioration du droit à la santé et notamment des droits sexuels et reproductifs pour 23 000 femmes, filles et minorités de genre vivant en bidonvilles, à la rue ou dans des hébergements d'urgence en Bulgarie, Croatie, Espagne, France et Italie. Quatre membres du réseau travaillent ensemble : la Belgique, l'Espagne, la France et l'Italie. Ce programme permet des échanges entre les équipes et un renforcement mutuel. Il initie également une analyse rapide de genre dont les résultats seront partagés en 2024.

L'ORGANISATION DU RÉSEAU INTERNATIONAL

L'équipe de soutien au réseau international est maintenant composée de sept personnes. Cette équipe coordonne la mise en œuvre du plan stratégique

2023-2025 du réseau et dynamise l'implication de ses membres. Cela permet des avancées sur de nombreux sujets : la mise à jour du protocole encadrant les réponses d'urgence ou les prises de parole communes, les engagements pris à l'Assemblée générale du réseau en octobre 2023 comme la signature de la Charte du climat pour les organisations humanitaires, la poursuite du projet de l'observatoire de l'accès aux soins dans les 17 pays du réseau ou encore des réflexions sur le futur du réseau international.

CHIFFRES CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde mène **410 programmes** dans **75 pays**.

221 programmes internationaux dans 58 pays :



Afrique
99 programmes
dans **23** pays

Amériques
54 programmes
dans **10** pays

Asie
17 programmes
dans **9** pays

Moyen-Orient
26 programmes
dans **5** pays

Europe
25 programmes
dans **11** pays

189 programmes nationaux dans 17 pays :



Amériques
15 programmes
dans **3** pays

Europe
168 programmes
dans **12** pays

Asie
6 programmes
dans **2** pays

LES ASSOCIATIONS

MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

www.aerztederwelt.org

Président : **Dr Peter Schwick**

MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

www.mdm.org.ar

Président : **Dr Damian Verzeñassi**

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

www.medecinsdumonde.be

Présidente : **Dr Claire Bourgeois**

MÉDECINS DU MONDE CANADA

www.medecinsdumonde.ca

Président : **Dr David-Martin Milot**

MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

www.medicosdelmundo.org

Président : **Dr Jose Fernandez**

MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

www.doctorsoftheworld.org

Président : **Dr Glenn Fennelly**

MÉDECINS DU MONDE FRANCE

www.medecinsdumonde.org

Présidente : **Dr Florence Rigal**

MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

www.mdmgreece.gr

Présidente : **Dr Hara Tziouvara**

MÉDECINS DU MONDE ITALIE

www.medicidelmondo.it

Présidente : **Mme Veronica Forin**

MÉDECINS DU MONDE JAPON

www.mdm.or.jp

Président : **M. Gaël Austin**

MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

www.medecinsdumonde.lu

Président : **Dr Bernard Thill**

MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

www.doktersvandewereld.org

Président : **Dr Hendrik Verschuur**

MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

www.medicosdomundo.pt

Président : **Dr Abílio Antunes**

MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

www.doctorsoftheworld.org.uk

Président : **Dr James Elston**

MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

www.lakareivarlden.org

Président : **M. Mårten Brink**

MÉDECINS DU MONDE SUISSE

www.medecinsdumonde.ch

Co-présidents : **Dr Laurent Lob et M. Antoine Kernen**

MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

www.dunyadoktorlari.org.tr

Président : **M. Hakan Bilgin**



Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.

RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Médecins du Monde est agréée par le Comité de la charte – Don en Confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

Médecins du Monde est soumise au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le commissaire aux comptes (cabinet Mazars depuis 2020).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG Echo - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

LE COMITÉ DES DONATEURS

Médecins du Monde s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

LE COMITÉ D'AUDIT

Afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation, un comité d'audit et un service audit ont été créés en 2019. Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles son président. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de Médecins du Monde France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Belgique, MdM-Canada, MdM-États-Unis, MdM Grèce, MdM-Italie, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM Suisse et MdM-Turquie.

Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : medecinsdumonde.org

DÉPENSES/RESSOURCES MÉDECINS DU MONDE FRANCE

Dépenses *



Ressources *



* Hors variations de provisions et fonds dédiés

FINANCEMENT



Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.

L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne, les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont la direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA).

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). En 2024, la DG ECHO dispose d'un budget initial de près de 1,8 milliards d'euros.
- La mission de la DG INTPA est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.

Depuis sa création il y a 32 ans, le réseau Mdm est un acteur majeur du collectif VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne/ DG ECHO, Parlement européen, États membres). VOICE regroupe près de 90 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. Mdm France, au nom du réseau

Mdm, est actif dans différents groupes de travail de VOICE comme le « Humanitarian Partnership Watch Group ».

- Mdm intervient auprès de la DG INTPA par l'intermédiaire de CONCORD (European confederation of relief and development NGOs.) *via* le collectif français des ONG Coordination SUD, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'Union et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.

LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de Mdm dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de Mdm assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, Mdm a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.
- Mdm est membre du International Council of Voluntary Agencies (ICVA), réseau d'ONG qui concentre ses efforts sur les questions humanitaires, basé à Genève. ICVA regroupe plus de 150 ONG internationales travaillant dans 160 pays. Ce réseau a pour mission de promouvoir et de plaider pour une action humanitaire plus efficace et plus éthique. Il intervient auprès des instances onusiennes, en abordant différents dossiers thématiques tels que l'articulation entre humanitaires et militaires ou la protection des civils dans les conflits armés, ainsi que l'augmentation des fonds alloués aux ONG, internationales et nationales.

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial (Global Fund) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial investit plus de 5 milliards de dollars US par an.

À noter que Mdm bénéficie également de subventions de l'Initiative (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les organisations de la société civile, qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, Mdm participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

Mdm bénéficie de l'outil de financement CPP (Convention de partenariat pluriannuel), initié en 2018 pour 4 ans, et renouvelé en 2022 pour une nouvelle période de 4 ans. En 2023, Mdm a obtenu un financement « post crise » en Turquie suite au séisme de février, au profit de Mdm Turquie. Enfin, Mdm fait partie du projet « Feminist Opportunities Now (FON) » sous la responsabilité de IPPF Afrique sélectionné par l'AFD en 2022 dans le cadre des fonds féministes français.

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). Il dispose d'un budget de près de 200 millions d'euros en 2023. En dehors des financements, Mdm est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS au travers de l'Espace de travail enjeux humanitaires de Coordination SUD.

COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son

réseau, Mdm est un partenaire du ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO) et le ministère de la Coopération- BMZ (via Mdm Allemagne depuis Munich, des Affaires Mondiale Canada (via Mdm Canada depuis Montréal) et de USAID/ BHA (via Mdm États-Unis depuis New York). Par ailleurs, Mdm est régulièrement soutenu par la DDC (Direction Développement et de la Coopération) suisse ainsi que par le gouvernement de Monaco à Madagascar.

LANCEMENT DU PARTENARIAT ENTRE UNITAID ET MEDECINS DU MONDE

Unitaid et Médecins du Monde se sont associés pour la première fois en 2023, dans le cadre d'un investissement majeur d'Unitaid pour la prévention de l'hépatite C auprès des populations marginalisées. Agence hébergée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Unitaid est un acteur central des alliances sanitaires internationales, engagé pour la disponibilité de solutions innovantes en santé dans les pays à faible et moyen revenu.

Avec le projet CUTTS HepC (Catalyse uptake of under-utilised tools and treatment simplification for HepC), Médecins du Monde vient mettre à profit son expertise et son expérience de terrain en réduction des risques. Ce nouveau projet s'attaque aux barrières que rencontrent les personnes usagères de drogues dans l'accès aux moyens de prévention de l'hépatite C, bien qu'elles soient affectées de façon disproportionnée par le virus.

Jusqu'en 2027, et avec un budget de 9,4 millions de dollars, CUTTS HepC a pour objectif de rendre accessibles de nouveaux outils de prévention, et de mettre en œuvre des protocoles de dépistage simplifiés dans trois pays : l'Arménie, la Géorgie et la Tanzanie. Les analyses générées par le projet pourront alimenter les directives nationales et internationales sur l'hépatite C, et influencer les prix et standards de qualité de ces produits sur les marchés internationaux. Ce projet est mené en consortium avec le Burnet Institute, l'Université de Bristol et le Réseau International des personnes usagères des drogues (INPUD).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : le vice-président, le trésorier et le secrétaire général. Le CA, organe exécutif de l'association, se réunit mensuellement et prend toutes les décisions d'orientation de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 17 juin 2023, l'association a élu son conseil d'administration :

Présidente

Docteur Florence Rigal, médecin interniste

Vice-président

Docteur Jean-François Corty, médecin salarié de la ville de Paris

Secrétaire générale

Anne Guilberte, formatrice en santé publique

Trésorier

Mustapha Benslimane, directeur d'établissement médico-social

Membres titulaires du conseil d'administration :

Bertrand Brequeville, chargé de recrutement
Docteur Antoine Lazarus, médecin, professeur honoraire de santé publique et médecine sociale
Docteur Guillaume Fauvel, médecin territorial
Docteur Marc Tyrant, médecin hospitalier
Docteur Françoise Sivignon, médecin radiologue, membre du Conseil économique, social et environnemental
Renaud Boulet, Coordinateur de l'ONG DBA
Cécile Winnougan Thiombiano Yougbare, coordinatrice Plaidoyer DSSR pour l'Afrique à Médecins du Monde
Sophie Rhodes, infirmière, directrice d'association de prévention en santé

Membres suppléants du conseil d'administration :

Betty Azocar, consultante en santé communautaire à la direction de la santé Pudahuel, Chili
Gérard Salem, professeur émérite des universités Paris-Nanterre

DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

Directeur général : **Joël Weiler**
 Directrice des opérations internationales : **Helena Ranchal**
 Directeur des opérations France : **Yannick Le Bihan**
 Directrice financière : **Jennie Saint-Sulpice**
 Directeurs Achats, logistique, informatique : **Alice Tessier** puis **Gaël Acke**
 Directeurs des ressources humaines : **Fanny Martin-Born** puis **Bertrand Bocquet**
 Directeurs de la communication et du développement : **Jean-Baptiste Matray** puis **Brigitte Arrouays**
 Directrice santé et plaidoyer : **Sandrine Simon**

ORGANISATION



NOS PARTENAIRES PRIVÉS

LES FONDATIONS ET ENTREPRISES

Aide et Education, Americares Foundation INC, Arkea Banque Privée, Association Ouest-France Solidarité, Axa Banque, BPE, Bulgarian Fund for Women Foundation, Tzu Chi Foundation, CIC, Consortium 12-12, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel de Bretagne, Crédit Mutuel du Sud-Ouest, Église Valdese (Chiesa Valdese), Fondation Abbé Pierre, Fondation Agir en Charente Périgord, Fondation d'entreprise Air France, Fondation Christiane et Francis Labbe, Fondation de France, Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement, Fondation d'entreprise Macif, Fondation d'entreprise Optic 2000-Lissac-Audio 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation d'entreprise MNH, Fondation Gertrude Hirzel, Fondation Léa Nature Jardin Bio, Fondation Sternstunden, Fondation RAJA-Danielle Marcovici, Fondation Roc Eclerc, Fondation Roi Baudouin, Fonds Erié *via* Fondation Roi Baudouin, Fonds Inkermann, Fonds L'Oréal pour les Femmes, Fonds de dotation Yes Futur, Fortuneo, Groupe Raja, La Mutuelle Mutami, Lilo, M Comme Mutuelle, McCall MacBain Foundation, Sidaction, Singulart, Stanley Thomas Johnson Foundation, the David and Lucile Packard Foundation, The Tolkien Trust, UK Online Foundation. Mais aussi Bimpli, Éthi'kdo, Glady, Freemium Play, Fabuleos, Ivoire, Solikend, Lydia, PayPal, Run for Planet, Vinted, Tribee, Popcarte et ASO.

NOS PARTENAIRES PUBLICS

Organismes multilatéraux

Union européenne (DG Echo, DG International Partnership), agences des Nations unies (HCR, UNICEF, OCHA, PAM, OIM), Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), Unitaïd, START Fund.

Organismes bilatéraux

- **En Europe** : ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), Ambassade de Grande-Bretagne, Wallonie-Bruxelles International.
- **En France** : Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Aide alimentaire programmée (AAP), Ambassades de France, Expertise France/L'Initiative.
- **Autres** : Coopération américaine (USAID, BHA), Coopération canadienne (GAC)/Ambassade du Canada, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec, Coalition humanitaire du Canada.
- **Collectivités françaises** : Conseil régional Île-de-France, Conseil régional Pays de la Loire, Conseil régional Paca, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine, Communauté européenne d'Alsace (CEA), Collectivita di Corsica, Conseil départemental Loire-Atlantique, Conseil départemental Isère, Conseil départemental Meurthe-et-Moselle, Conseil départemental Moselle, Conseil départemental Charentes, Conseil départemental Gironde, Conseil départemental Pyrénées-Atlantiques, Conseil départemental Seine-Saint-Denis, Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Conseil départemental Hérault, Conseil départemental Aude, Conseil départemental Haute-Garonne, Conseil départemental Bouches-du-Rhône, Conseil départemental Alpes-Maritimes, Conseil départemental du Nord, Communauté urbaine de Dunkerque, Centre communal d'action social de la Ville de Grande-Synthe, Eurométropole, Métropole Aix-Marseille-Provence, Grenoble Alpes Métropole, Métropole de Lyon.
- **Les mairies** : Ville de Paris, Ajaccio, Angoulême, Bazelat, Bordeaux, Boulazac Isle Manoïre, Bullecourt, Charny, Cayenne, Grenoble, Haillan, Communauté d'agglomération Hénin-Carvin, Jarnac, Jurançon, Keskatel, Communauté d'agglomération de Lens-Liévin, Lescar, Lespinasse, Livry-sur-Seine, Lyon, Matoury, Marseille, Montpellier, Nantes, Neure, Nice, Pau, Remire, Rouen, Saint-Laurent-des-Vignes, Strasbourg, Toulouse, Villeurbanne, Wittenheim.

NOUS REMERCIONS

De nos missions France

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres de lutte anti-tuberculeuse (CLAT), Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD), Planning familial, Direction générale de la santé (DGS), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de détention et Maison d'arrêt de Nantes, Santé publique France (SpF), Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), les Directions régionales et départementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS / DDETS), Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE), les services de Protection Maternelle et infantile (PMI).

NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Acceptess-T, Action Santé Mondiale, Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Action contre la Faim, Amnesty International, Association nationale d'assistance aux frontières des étrangers (ANAFE), APLEAT, Association d'autosupport et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Aurore, Coordination Sud (C-Sud), Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC), Conseil norvégien pour les réfugiés, Daleth research - Drug policy Analysis, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, Center for Reproductive Rights, Centre Primo Levi, CARE, Comité de lutte contre l'exclusion (CLE), Coordination française pour le droit d'asile (CFDA), Collectif des associations unies pour une nouvelle politique du logement (CAU), Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Collectif santé mondiale, Comede, Coordination Sud, CREA, Crisis Action, Droit au logement (DAL), Emmaüs, France Assos Santé, For Alternative Approches to Addiction Think and do tank (FAAAT), Empow'Her, Fédération Association laïque éducation permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation Abbé Pierre (FAP), Fédération Addiction (FA), Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement (FAPIL), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Fédération des acteurs de la solidarité

(FAS), Fédération parapluie rouge, Générations féministes, Global Health Advocates (GHA), Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti), Handicap International France, Ithaque, Keep smiling, Korzeam, Médecins sans frontière France, Ordre de Malte, le Bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'acier, Association PALOMA, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Oppelia, PASTT, Pathfinder international, IPAS, Association Penelope, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de service aux migrants (PSM), Police contre la prohibition, Principes Actifs, Sauvegarde 71, Secours Catholique Caritas France, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Addictions, Groupe SOS, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, Syndicat du travail sexuel (Strass), Techno Plus, Transat, Unicef France, UNIOSS, Acceptess-T, ARCAT, le Collectif des femmes de Strasbourg-Saint-Denis, Association SAFE, Center for Reproductive Rights, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International (HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), IPPF, Itinéraires Entr'Actes, Autres regards, Grisélidis, Equipop, le Mouvement français pour le planning familial, Tous migrants, le Refuge solidaire, Utopia 56, Keshu Niya, ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

Organisation mondiale de la santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), European AIDS Treatment Group (EATG), European Sex Workers Alliance (ESWA), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network of People Who Use Drugs (EuroNPUD), European Public Health Association (EUPHA), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), Insecurity Insight, International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Picum, Safeguarding Health in Conflict Coalition, Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, VOICE, Women Political Leaders (WPL) global forum et Migreurop.

TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2023, SANS OUBLIER NOS DONATEURS PARTICULIERS.

COORDINATION DU PROJET

Thomas Flamerion

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Pauline De Smet

GRAPHISME

Commequoi

PRODUCTION

Estimprim

Imprimé sur papier 100 % recyclé certifié FSC

LES PHOTOGRAPHES

Couverture © Ahmad Hasaballah – Getty Images via AFP

Ashraf Amra - Anadolu via AFP (p. 4)

Bernard Saint-Luc (p. 5)

Philémon Barbier (p. 11, 77)

Ali Jadallah - Anadolu via AFP (p. 13)

Marie Pierson (p. 15, 63)

Sébastien Dolidon (p. 17)

Israël Fuguemann (p. 19, 34, 39)

Saiyna Bashir (p. 21)

Quentin Top (p. 27)

Sébastien Duijndam (p. 29, 73)

Bakr Al Kasem (p. 33)

Jose Colon - Anadolu via AFP (p. 43)

Sacha Awazu (p. 51)

Pascal Bachelet (p. 55)

Djéné Diané (p. 59)

Anaïs Oudart (p. 61)

Olivier Papegnies (p. 65, 66)

MÉDECINS DU MONDE

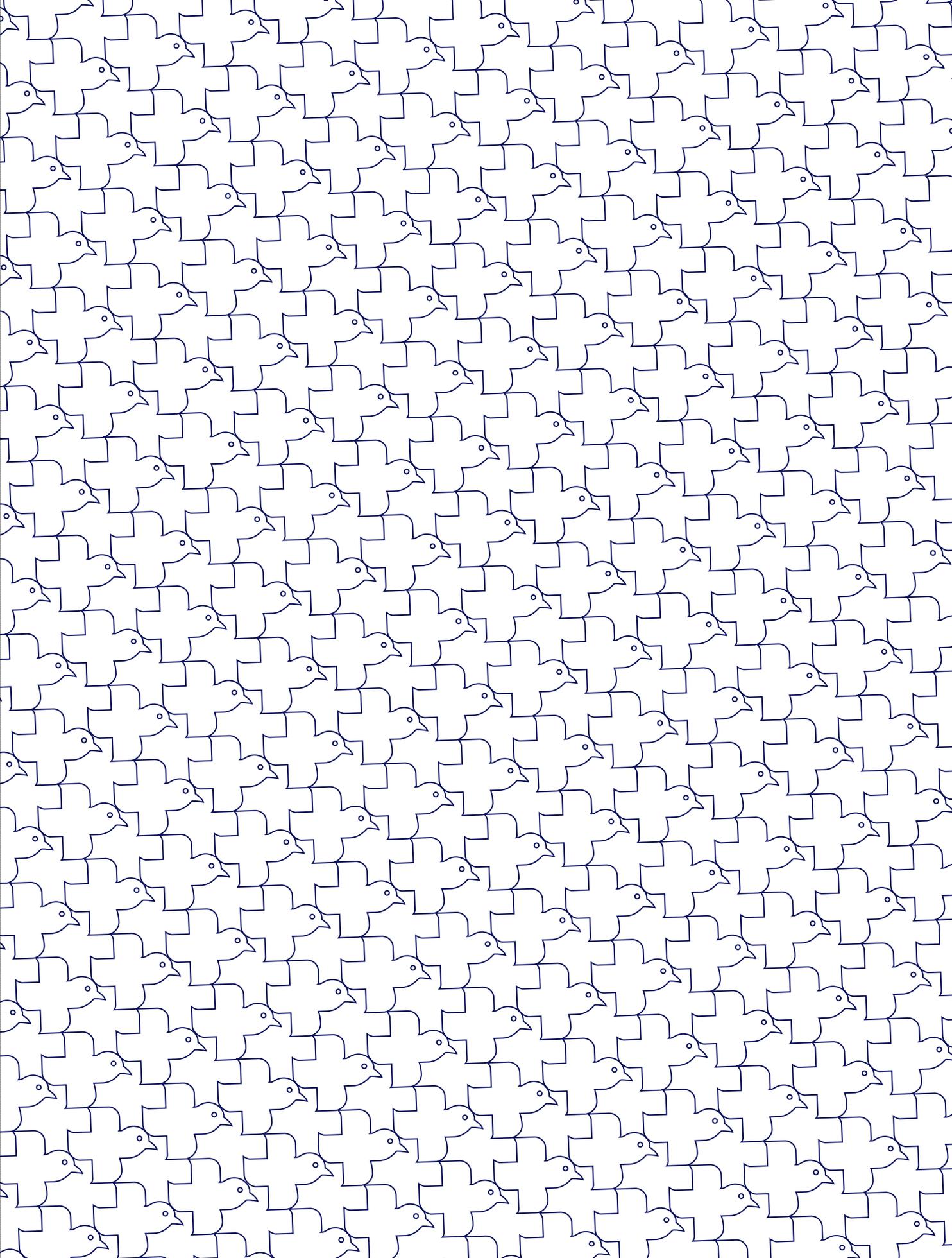
84 avenue du Président Wilson

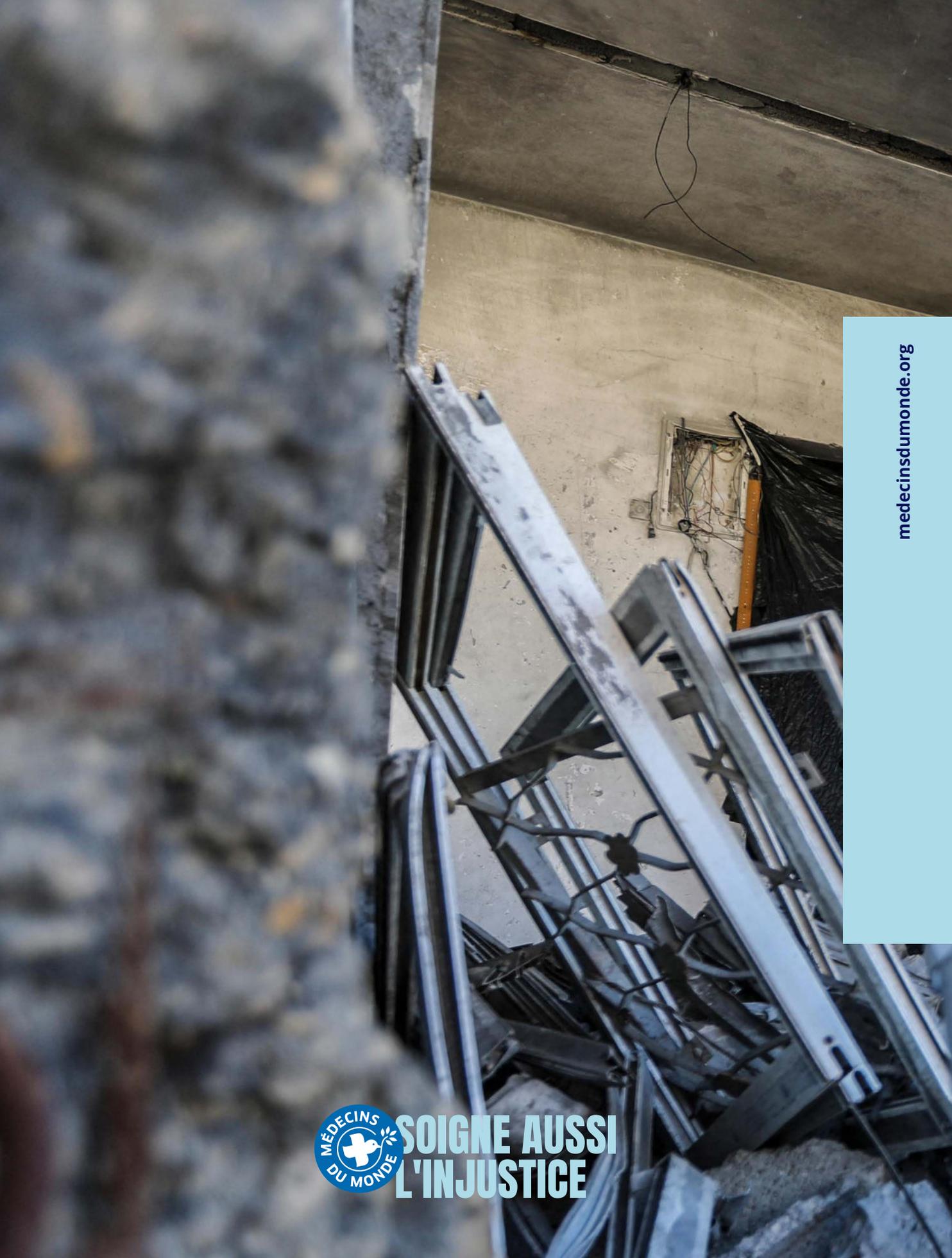
93210 Saint-Denis

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org

 [MdM_France](https://twitter.com/MdM_France)





medecinsdumonde.org



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**